

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Deuxième trimestre de 2015

1. Préface

1.1 Définitions

Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « Société » désignent tous La Société Canadian Tire Limitée, sur une base consolidée. Le présent document mentionne également les trois secteurs opérationnels à présenter de la Société : le « secteur Détail », le « secteur CT REIT » et le « secteur Services Financiers ».

Les résultats financiers du secteur Détail proviennent des entreprises exploitées par la Société sous les bannières de détail de la Société, soit Canadian Tire, PartSource, la Division pétrolière, Mark's, Sport Chek, Sports Experts, Atmosphere et Pro Hockey Life (« PHL »).

Dans le présent document :

« Canadian Tire » désigne les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous les noms et les marques de commerce « Canadian Tire » et « PartSource ».

Les « magasins Canadian Tire » et les « postes d'essence Canadian Tire » désignent les magasins et les postes d'essence (qui peuvent comprendre des dépanneurs, des lave-autos et des postes de propane), respectivement, qui sont exploités sous les noms et les marques de commerce « Canadian Tire » et « Essence+ ».

Les « magasins PartSource » désignent les magasins exploités sous le nom et les marques de commerce « PartSource ».

La « Division pétrolière » désigne les activités de vente au détail d'essence exercées sous les noms et les marques de commerce « Canadian Tire » et « Essence+ ».

« CT REIT » désigne les activités exercées par CT Real Estate Investment Trust et ses filiales, y compris CT REIT Limited Partnership (la « société en commandite CT REIT »).

Les Services Financiers désignent les activités exercées par les Services Financiers de la Société et ses filiales, y compris la Banque Canadian Tire (la « Banque ») et les activités de Glacier Credit Card Trust (« Glacier »).

« FGL Sports » désigne les activités de détail exercées par FGL Sports Ltée, et les « magasins FGL Sports » comprennent les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce « Sport Chek », « Sports Experts », « Atmosphere » et « Pro Hockey Life ».

« Mark's » désigne les activités de détail exercées par Mark's Work Wearhouse Ltd., et les « magasins Mark's » comprennent les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce « Mark's », « Mark's Work Wearhouse » et « L'Équipeur ».

Certains autres termes employés dans le présent document sont définis la première fois qu'ils sont utilisés.

1.2 Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations qui sont de nature prospective. Les résultats ou les événements réels peuvent diverger sensiblement de ces prévisions ainsi que des déclarations concernant les plans ou les aspirations de la Société qui sont présentés dans le présent rapport de gestion, en raison des incertitudes et des risques inhérents aux activités qu'exerce la Société et de la conjoncture économique générale. La Société ne peut garantir que les prévisions en matière de performance financière ou de rendement de l'exploitation ni que les plans et les aspirations financières se concrétiseront vraiment ni, si c'est le cas, qu'elles donneront lieu à une hausse du cours des actions de la Société. Veuillez vous reporter à la section 12 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la mise en garde relative aux déclarations prospectives.

1.3 Examen et approbation par le conseil d'administration

Le conseil d'administration, faisant suite aux recommandations formulées par le comité d'audit, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion le 13 août 2015.

1.4 Comparaisons relatives au trimestre et à l'exercice contenues dans ce rapport de gestion

À moins d'indication contraire, les résultats du deuxième trimestre de 2015 (périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015) sont comparés aux résultats du deuxième trimestre de 2014 (périodes de 13 et de 26 semaines closes le 28 juin 2014).

1.5 Référentiel comptable

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), également désignées par l'appellation principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), au moyen des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1.6 Estimations et hypothèses comptables

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés conformes aux IFRS exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. Veuillez vous reporter à la section 8.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

1.7 Mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières additionnelles définies par les PCGR et non définies par les PCGR

La Société a cerné plusieurs mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières non définies par les PCGR que la direction estime utiles pour évaluer le rendement de la Société. Cependant, les lecteurs sont prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés.

Les ventes au détail sont l'une des mesures clés de rendement opérationnel et elles font référence à la valeur au point de vente (par exemple, à la caisse enregistreuse) de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands associés Canadian Tire (les « marchands »), par des franchisés Mark's et FGL Sports et par des détaillants de la Division pétrolière, ainsi que dans les succursales de toutes les bannières de détail, et des services fournis par les Services résidentiels ainsi que par l'entremise du réseau de ventes en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail. Ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée. Veuillez vous reporter à la section 8.3.1 pour plus d'information sur les ventes au détail.

Les produits, qui sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, sont principalement tirés de la vente de biens aux marchands et aux franchisés Mark's et FGL Sports, des ventes d'essence par l'entremise de détaillants de la Division pétrolière, de la vente de marchandises aux clients de détail dans les succursales des bannières Mark's, PartSource et FGL Sports, de la vente de services par les Services résidentiels, de la vente de marchandises aux clients par l'entremise d'INA International Ltd. (« INA »), une filiale de FGL Sports exerçant des activités de commerce interentreprises, et des ventes réalisées par l'entremise du réseau de ventes en ligne de la Société, ainsi que des intérêts, des frais de service, des commissions d'interchange et d'autres frais, et des produits d'assurance vendus aux détenteurs de cartes de crédit dans le secteur Services Financiers, de même que des loyers payés par des locataires tiers dans le secteur CT REIT.

La Société évalue également le rendement en fonction de l'utilisation efficace de ses actifs. Les ventes moyennes par pied carré sont la principale mesure utilisée pour évaluer le rendement des actifs de détail. La comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes permet de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société accroît la productivité des actifs existants. De plus, la direction estime que le rendement du capital investi, analysé sur 12 mois en continu, reflète comment la Société affecte le capital à l'égard d'investissements rentables dans le commerce de détail. Afin de déterminer si le capital investi a été utilisé efficacement, le rendement du capital investi peut être comparé au coût du capital de la Société. Veuillez vous reporter à la section 8.3.1 pour une description des changements apportés à la définition de cette mesure au quatrième trimestre de 2014.

La direction calcule et analyse certaines mesures pour évaluer la taille, la rentabilité et la qualité du total du portefeuille géré de créances des Services Financiers. La croissance du total du portefeuille géré de créances est mesurée par la croissance du nombre moyen de comptes et du solde moyen des comptes. Une mesure clé de la rentabilité que la Société surveille est le rendement du total du portefeuille géré moyen (également appelé le rendement des créances). Veuillez vous reporter à la section 8.3.1 pour la définition du rendement des créances.

Des aspirations à l'égard des ventes au détail, du rendement du capital investi et du rendement des créances ont été ajoutées à nos aspirations financières sur trois ans qui prendront fin en 2017. Veuillez vous reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour connaître les objectifs et les hypothèses particuliers, ainsi que les risques connexes.

De plus, la Société considère le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ajusté ») et la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable comme des mesures efficaces de la rentabilité de la Société sur le plan de l'exploitation. Le BAIIA ajusté est une mesure non définie par les PCGR qui est couramment considérée comme une mesure indirecte des flux de trésorerie d'exploitation, ce qui en fait un indice appréciable du succès de maintes entreprises. Veuillez vous reporter à la section 8.3.2 qui contient un tableau illustrant la relation entre le BAIIA ajusté consolidé de la Société et la mesure des PCGR la plus semblable.

Lors de l'analyse du rendement opérationnel du secteur CT REIT, la direction complète certaines mesures relatives aux produits et aux charges comptabilisés selon les PCGR en utilisant des mesures clés de rendement opérationnel non définies par les PCGR. La direction estime que les mesures clés de rendement opérationnel non définies par les PCGR fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de CT REIT. Ces mesures comprennent les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés et le bénéfice d'exploitation net. Veuillez vous reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement de ces mesures avec la mesure définie par les PCGR la plus semblable.

1.8 Arrondissement et pourcentages

Des chiffres arrondis sont utilisés tout au long du rapport de gestion. Toutes les variations en pourcentage d'un exercice à l'autre sont calculées au dollar près, sauf pour ce qui est de la présentation du bénéfice par action de base et du bénéfice par action dilué, pour lesquels les variations d'un exercice à l'autre en pourcentage sont basées sur des montants fractionnés.

2. Aperçu de la Société et de l'industrie

Pour un aperçu de l'entreprise, une présentation complète des secteurs opérationnels Détail, CT REIT et Services Financiers de la Société et une analyse du contexte concurrentiel ayant une incidence sur la Société, veuillez vous reporter à la section 2 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société disponible en ligne sur le site de la Société (corp.canadiantire.ca/Fr/Investors) et sur SEDAR (www.SEDAR.com).

3. Aspirations financières et objectifs stratégiques

3.1 Aspirations financières

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

La stratégie triennale de croissance de la Société, annoncée en 2014, comprend des investissements prévus dans les technologies numériques et la mise à niveau de magasins et vise à mettre davantage l'accent sur les clients cibles de chacune des activités de base.

Les aspirations financières de la Société à l'égard de ses entreprises pour les exercices 2015 à 2017, y compris une analyse des hypothèses et risques clés sous-jacents à chacune, sont présentées dans le tableau ci-dessous. Ces aspirations financières reflètent les aspirations de la Société pour la période visée par le plan, et il est attendu que le rendement pour chaque exercice au cours de cette période variera. La Société produit chaque année un rapport d'étape sur la réalisation des aspirations financières. De plus, chaque trimestre, la direction examine les risques importants et les hypothèses sous-jacentes clés qui pourraient avoir une incidence sur l'atteinte de ses aspirations financières pour la période de trois ans. Selon son évaluation, en date du présent rapport de gestion, il n'y a eu aucun changement important quant à ces risques et hypothèses sous-jacentes. La direction s'attend à réaliser ses aspirations au cours de la période de trois ans visée par le plan.

1. Croissance des ventes au détail annualisées de plus de trois pour cent pour Canadian Tire, de plus de cinq pour cent pour Mark's et de plus de neuf pour cent pour FGL Sports

Hypothèses clés :

- Ventes dans les magasins semblables solides et constantes pour toutes les activités de détail de base
- Augmentation de la superficie de détail en pieds carrés de Canadian Tire et de Mark's conforme aux dernières années
- Poursuite de l'expansion du réseau de magasins Sport Chek de deux millions de pieds carrés de superficie consacrée à la vente au détail
- Croissance des ventes de cybercommerce dans toutes les bannières de détail
- Réaction positive des clients à l'égard du marketing axé sur les marques, du merchandising en magasin, des initiatives de croissance tactique de certaines catégories et de la mise en œuvre de la stratégie numérique
- Utilisation efficace des données de magasinage des clients tirées du programme de fidélisation pour créer des offres ciblées pour les clients et rehausser l'expérience en magasin

Risques importants :

- Limitations quant à la disponibilité des emplacements de choix pour les magasins de détail en raison de la concurrence constante et de la demande continue de locaux de commerce de détail au Canada
- Concurrence accrue en raison de l'expansion ou de l'arrivée de détaillants américains, de concurrents en ligne nouveaux ou existants ou d'un changement majeur dans le secteur de détail au Canada
- Baisse de la croissance économique, de la confiance des consommateurs et des dépenses des ménages

2. Croissance moyenne du BPA dilué de huit pour cent à dix pour cent sur trois ans

Hypothèses clés :

- Hausse du bénéfice net de toutes les entreprises au moyen d'une gestion solide de la marge et d'une croissance des charges d'exploitation conforme à la croissance des produits
- Réalisation d'économies de coûts et d'avantages visant à améliorer la marge brute et à réduire les charges d'exploitation, notamment les initiatives liées au contrat de marchand et les initiatives de productivité visant l'ensemble des activités
- Intégration réussie des processus d'approvisionnement des activités d'INA et de Mark's
- Prise en compte de l'incidence de la transaction liée aux Services Financiers et des rachats d'actions annoncés (jusqu'à la fin de 2015)

<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance des produits non atteinte; veuillez vous reporter aux risques importants afférents aux aspirations liées aux ventes au détail décrits ci-dessus • Coûts accrus liés aux taux de change et aux processus d'approvisionnement sur le marché international ayant une incidence sur la capacité de la Société à maintenir ou à réduire les coûts d'exploitation ou les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement • Capacité de réaliser des gains d'efficacité lors des achats et de réduire les coûts indirects
<p>3. Rendement des créances du secteur Services Financiers de plus de six pour cent annuellement</p>
<p>Hypothèses clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance continue des créances moyennes brutes • Réaction positive des clients à l'égard de nouvelles initiatives de marketing, notamment un programme de fidélisation amélioré et des partenariats stratégiques • Hausse de la provision additionnelle au titre de radiations futures pour le portefeuille de cartes de crédit • Maintien de la gestion prudente des dépenses
<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Baisse de la croissance économique, de la confiance des consommateurs et des dépenses des ménages • Risque accru de crédit ou de défaut de paiement ayant une incidence sur la provision additionnelle prévue au titre des radiations futures
<p>4. Rendement du capital investi du secteur Détail de neuf pour cent d'ici la fin de 2017</p>
<p>Hypothèses clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du bénéfice des activités de détail, notamment une croissance des charges d'exploitation conforme à la croissance des produits • Poursuite des investissements dans les entreprises pour réaliser une croissance interne et dans les projets et les initiatives pour améliorer les rendements • Dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles moyennes de 575 millions de dollars sur la période de trois ans (au deuxième trimestre de 2015, la Société a modifié ses lignes directrices relatives aux dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles moyennes pour les augmenter de 575 millions à une fourchette de 600 millions à 625 millions pour la période de trois ans. Veuillez vous reporter à la section 5.5 du présent rapport de gestion pour plus d'information. Ce changement ne devrait pas avoir d'incidence sur l'aspiration établie.)
<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance des produits non atteinte; veuillez vous reporter aux risques importants afférents aux aspirations liées aux ventes au détail décrits ci-dessus • Coûts accrus liés aux taux de change et à l'approvisionnement sur le marché international d'articles clés ayant une incidence sur la capacité de la Société à maintenir ou à réduire les coûts d'exploitation ou les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement • Capacité de réaliser des gains d'efficacité lors des achats et de réduire les coûts indirects

3.2 Impératifs stratégiques et objectifs

Le succès d'une organisation est directement attribuable à la qualité de son leadership. Les impératifs stratégiques définis ci-après reposent sur l'engagement de la Société à attirer et à maintenir en poste des talents de classe mondiale qui stimuleront la croissance des activités. La Société estime que la réalisation des aspirations financières dépend de la capacité à maintenir une bonne équipe et une bonne culture d'entreprise. Durant la période de trois ans visée par le plan stratégique, la Société prévoit poursuivre le perfectionnement et l'embauche de personnes talentueuses dans des domaines clés comme le commerce de détail numérique, le marketing et l'analytique de données afin de favoriser la croissance de ses activités de base.

Mise à jour sur les objectifs au deuxième trimestre de 2015

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

La Société produit chaque année un rapport d'étape sur l'atteinte de ses objectifs. De plus, chaque trimestre, la direction examine les risques importants et les hypothèses sous-jacentes qui pourraient avoir une incidence sur l'atteinte de ces objectifs. Selon son évaluation, en date du présent rapport de gestion, il n'y a eu aucun changement important quant à ces risques et hypothèses sous-jacentes. La Société demeure en bonne voie pour atteindre les objectifs de 2015 qui sont indiqués ci-après.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Les cinq impératifs stratégiques qui définissent la stratégie de croissance de la Société et les objectifs stratégiques pour 2015 sont décrits ci-après.

1) Réaliser les aspirations financières

La Société s'engage à réaliser ses aspirations financières sur trois ans décrites à la section 3.1, ce qui comprend la mise en œuvre des initiatives de productivité dans l'ensemble de l'entreprise.

Objectifs pour 2015

- Mise en œuvre de la stratégie de croissance des activités du secteur Détail, qui comprend des campagnes publicitaires novatrices, l'expansion du réseau des bannières, une attention particulière accordée aux groupes de consommateurs clés de Canadian Tire, de FGL Sports et de Mark's, et le maintien de l'attention accordée aux catégories d'articles spécialisées dans les magasins Canadian Tire
- Amélioration de l'efficacité et de la capacité de la chaîne d'approvisionnement au moyen de la construction d'un nouveau centre de distribution Canadian Tire, ainsi que du délai d'approvisionnement et de l'état des stocks dans l'Ouest canadien par l'intégration de la chaîne d'approvisionnement et la gestion optimale des commandes des magasins FGL Sports et Mark's dans l'Ouest canadien, avec la conversion du nouveau centre de distribution à Calgary
- Attention particulière à la gestion de la marge de toutes les activités du secteur Détail, notamment par le transfert des activités d'achat outre-mer de Mark's à la division de commerce de gros d'INA
- Poursuite de la croissance des Services Financiers au moyen de l'offre de nouveaux produits et services novateurs, de l'intégration dans les activités du secteur Détail, de l'amélioration de la proposition de fidélisation et de l'acquisition de nouveaux comptes
- Maintien du soutien au plan de croissance de CT REIT

Hypothèses clés :

- Réaction positive des consommateurs à l'égard des campagnes publicitaires de Canadian Tire et des messages véhiculés par les marques
- Réaction positive de la clientèle principale de Canadian Tire, de FGL Sports et de Mark's à l'égard des nouveaux assortiments et du merchandising amélioré
- Capacité de cerner les processus qui peuvent être revus pour en accroître l'efficacité et pour réduire les coûts futurs
- Poursuite comme prévu de la construction d'un nouveau centre de distribution Canadian Tire et transfert réussi des activités de la chaîne d'approvisionnement des centres de distribution de FGL Sports et de Mark's à Calgary, comme prévu

Risques importants :

- Coûts accrus liés aux taux de change pour l'approvisionnement sur le marché international, ce qui a une incidence sur la capacité de la Société à maintenir ou à réduire les coûts d'exploitation ou les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement
- Capacité de réaliser des gains d'efficacité lors des achats et de réduire les coûts indirects

2) Prendre des décisions judicieuses en matière de répartition du capital

Étant donné ses multiples sources de financement et sa souplesse financière, la Société maintient une solide position de liquidités. Afin de soutenir son plan de croissance, la Société doit gérer activement son capital et prendre des décisions avisées quant à la répartition du capital pour soutenir la réalisation de ses aspirations financières, tout en tenant compte de son objectif de création de valeur pour les actionnaires.

Objectifs pour 2015
<ul style="list-style-type: none">• Rachat d'actions en 2015 pour atteindre un total d'actions de catégorie A sans droit de vote rachetées pour un montant de 400 millions de dollars, en plus du nombre d'actions requis à des fins d'antidilution, pour la période allant du 7 novembre 2014 à la fin de l'exercice 2015, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation• Maintien des dépenses d'investissement liées à l'exploitation entre 600 millions de dollars et 625 millions, et des dépenses d'investissement aux fins de la capacité de distribution additionnelle entre 175 millions et 200 millions• Accès de CT REIT aux marchés financiers et démonstration de sa capacité à obtenir du financement par titres de capitaux propres et titres d'emprunt de façon indépendante
Hypothèses clés : <ul style="list-style-type: none">• Capacité de CT REIT à accéder aux marchés financiers• Maintien de flux de trésorerie positifs afin de soutenir les dépenses d'investissement et les rachats d'actions
Risques importants : <ul style="list-style-type: none">• Répartition du capital

3) Stimuler la croissance des activités de base

La Société se consacrera à stimuler la croissance au sein de ses quatre activités de base : Canadian Tire, FGL Sports, Mark's et les Services Financiers. La croissance des activités de base, tant à l'interne qu'au moyen d'occasions externes, viendra principalement des catégories patrimoniales clés.

Objectifs pour 2015
<ul style="list-style-type: none">• Poursuite du déploiement et de l'évolution des concepts actuels de magasins Canadian Tire• Poursuite de l'élaboration et de la mise à l'essai d'un nouveau concept de magasins Canadian Tire• Maintien de la pertinence auprès des clients cibles, notamment les familles actives, et renforcement de la position de Canadian Tire de sorte qu'il continue d'être « Notre magasin »• Poursuite du repositionnement des magasins Mark's Work Warehouse au format de magasins Mark's et début de la revitalisation des magasins L'Équipeur au Québec• Poursuite de l'expansion de la superficie de vente au détail de FGL Sports, avec l'ajout de magasins phares• Lancement du concept de magasin vedette de Sport Chek, qui intègre des composantes numériques des magasins phares dans certains magasins Sport Chek existants• Poursuite de l'intégration des Services Financiers dans les activités du secteur Détail au moyen de l'offre de produits et services additionnels aux clients en magasin et en ligne, du soutien à l'amélioration des propositions de fidélisation et de la recherche de nouvelles occasions de croissance dans le cadre du partenariat avec la Banque Scotia
Hypothèses clés : <ul style="list-style-type: none">• Les conditions du marché du commerce de détail sont présumées normales en ce qui a trait à l'établissement des prix, aux marges, à la disponibilité des produits et aux ententes avec les fournisseurs pour ce qui est des principales offres de produits
Risques importants : <ul style="list-style-type: none">• Répartition du capital• Approbations requises des autorités municipales et permis de construction requis• Limitations quant à la disponibilité des emplacements de choix pour les magasins de détail• Il faut s'assurer que l'évolution et la mise en œuvre des stratégies de détail clés tiennent compte de la concurrence sur le marché et de la répartition des ressources

4) Passer du vieux monde au nouveau monde du commerce de détail (transition au numérique des activités de détail)

Afin d'être concurrentielle à l'échelle mondiale et de demeurer pertinente et présente auprès de ses clients, la Société investira dans l'avenir du commerce de détail. Cet avenir se concrétisera grâce à la transition au numérique des activités de détail, qui nécessite des investissements considérables dans les plateformes technologiques de base en vue d'assurer la réussite de la transition de la Société du vieux monde au nouveau monde.

Objectifs pour 2015
<ul style="list-style-type: none">• Poursuite de la croissance et de l'amélioration du programme de fidélisation Mon « Argent » Canadian Tire• Amélioration de l'expérience numérique dans toutes les principales bannières de détail de la Société, y compris le cybercommerce• Début du déploiement d'un nouveau système de terminaux de points de vente chez Mark's et début de la planification du déploiement futur d'un nouveau système de terminaux de points de vente chez FGL Sports• Lancement de la première phase d'un projet pilote de portefeuille électronique
Hypothèses clés : <ul style="list-style-type: none">• Les clients fidèles continueront de réagir favorablement au cybercommerce et aux offres numériques au sein des principales bannières de détail de la Société
Risques importants : <ul style="list-style-type: none">• Capacité de surmonter la complexité inhérente à la transformation d'un programme de fidélisation pertinent et entièrement intégré• Capacité de chaque bannière à créer des offres numériques ciblées pour leurs clients• Efficacité des appareils destinés aux clients et aux employés lors du projet pilote• Bassin de talents restreint et en perfectionnement dans le domaine du commerce de détail numérique, en raison de la nature novatrice des initiatives entreprises par la Société• Capacité de surmonter la complexité inhérente au déploiement d'un nouveau système de terminaux de points de vente dans le réseau de magasins Mark's

5) Renforcer les marques

La Société s'engage à être une organisation « fondée sur les marques ». Elle estime que la solidité et la valeur de ses marques sont directement liées à la solidité de ses résultats.

Objectifs pour 2015
<ul style="list-style-type: none">• Maintien des efforts pour être une organisation fondée sur les marques, avec des investissements continus dans les principaux actifs de valorisation des marques, y compris les partenariats avec les organisations olympiques et sportives, les programmes communautaires et la Fondation Bon départ de Canadian Tire (« Bon départ »)• Poursuite du développement de marques maison et de marques exclusives de haute qualité• Poursuite du développement des assortiments des marques nationales les plus populaires de FGL Sports et de Mark's• Élaboration d'initiatives de comarketing entre bannières à l'interne et dans le cadre du partenariat stratégique de la Société avec la Banque Scotia
Hypothèses clés : <ul style="list-style-type: none">• Les principales initiatives de valorisation des marques de la Société produiront l'effet voulu auprès des clients, qui continueront de réagir favorablement et d'adopter les marques de la Société• La Société continuera à attirer, à maintenir en poste et à perfectionner les personnes de talent requises pour stimuler les résultats par l'entremise d'une gestion efficace des marques
Risques importants : <ul style="list-style-type: none">• Événements imprévus découlant de facteurs externes qui entraînent une perte de la confiance des consommateurs à l'égard des marques de la Société• Capacité à développer et à commercialiser des marques maison qui font concurrence aux marques nationales et aux marques maison des concurrents• Disponibilité des marques nationales de haute qualité pour les vendre dans les magasins des bannières FGL Sports et Mark's

4. Performance financière

4.1 Performance financière consolidée

Au cours du trimestre, la Société a généré des produits solides et connu une croissance des ventes par rapport à l'exercice précédent. La croissance des produits et des ventes du secteur Détail a été stimulée par les ventes solides d'articles non saisonniers, par la modification de la composition des articles et par l'équilibre entre les stratégies de prix promotionnels et réguliers chez Canadian Tire. Les ventes de FGL Sports et de Mark's sont demeurées favorables grâce aux campagnes publicitaires et promotionnelles réussies auxquelles les clients ont réagi de façon positive. La croissance des créances s'est poursuivie au trimestre, ce qui a contribué au rendement global du secteur Services Financiers.

Éléments non liés à l'exploitation

Les résultats d'exploitation de l'exercice précédent comprennent un élément non lié à l'exploitation relativement à la prime payée pour le remboursement anticipé des billets à moyen terme de la Société au deuxième trimestre de 2014. Le tableau ci-dessous montre le montant avant impôt relatif à l'élément non lié à l'exploitation qui est inclus dans les résultats du deuxième trimestre de 2014.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014
Poste des états financiers :				
Charges financières nettes	— \$	(15,0) \$	— \$	(15,0) \$

Lorsque cela est indiqué, nous avons fourni les résultats financiers de l'exercice précédent, normalisés pour tenir compte de la prime de remboursement anticipé. Le bénéfice « normalisé » et le bénéfice par action dilué « normalisé » attribuables aux propriétaires de la Société mentionnés dans les résultats financiers reflètent les résultats d'exploitation excluant l'élément ci-dessus. Les résultats normalisés sont des mesures non définies par les PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information et un rapprochement avec les mesures définies par les PCGR, veuillez vous reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion.

4.1.1 Mesures clés de rendement opérationnel consolidées

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 8.3 du présent rapport de gestion et à la section 9.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014	Variation
BAIIA ajusté ¹	384,4 \$	374,6 \$	2,7 %	629,7 \$	587,0 \$	7,3 %
Frais de vente, généraux et administratifs (excluant la dotation aux amortissements) en pourcentage des produits ²	20,9 %	20,8 %	2 pbs	23,0 %	22,3 %	64 pbs
BAIIA ¹ ajusté en pourcentage des produits	11,8 %	11,8 %	(3) pbs	10,9 %	10,2 %	68 pbs

¹ Le BAIIA ajusté est une mesure non définie par les PCGR. Il n'y a aucun élément d'ajustement dans les périodes présentées; veuillez vous reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

² Les frais de vente, généraux et administratifs excluent la dotation aux amortissements d'un montant de 102,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2015 (84,7 millions pour le deuxième trimestre de 2014) et de 198 millions pour le cumul annuel du deuxième trimestre de 2015 (169,4 millions pour le cumul annuel du deuxième trimestre de 2014).

Les frais de vente, généraux et administratifs (excluant la dotation aux amortissements) en pourcentage des produits sont demeurés stables par rapport à l'exercice précédent. Au deuxième trimestre de 2015, cette mesure a subi l'influence négative de la diminution importante des produits de la Division pétrolière résultant de la baisse des prix de l'essence. En excluant l'incidence d'une diminution des produits de la Division pétrolière, les frais de vente, généraux et administratifs en pourcentage des produits ont diminué, ce qui reflète la hausse des produits de la Société et l'attention continue qu'elle accorde au contrôle des coûts et à la productivité, malgré la croissance des activités dans toutes les entreprises.

4.1.2 Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2 2015	T2 2014	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014	Variation
Ventes au détail ¹	3 862,2 \$	3 721,6 \$	3,8 %	6 324,9 \$	6 182,1 \$	2,3 %
Produits	3 257,7 \$	3 166,1 \$	2,9 %	5 772,6 \$	5 739,2 \$	0,6 %
Marge brute en dollars	1 051,7 \$	1 012,9 \$	3,8 %	1 933,8 \$	1 848,2 \$	4,6 %
Marge brute en pourcentage des produits	32,3 %	32,0 %	29 pbs	33,5 %	32,2 %	130 pbs
Autres (produits)	(10,0) \$	(18,1) \$	(45,2) %	(16,8) \$	(16,6) \$	0,8 %
Frais de vente, généraux et administratifs	782,3	744,3	5,1 %	1 523,3	1 450,4	5,0 %
Charges financières nettes	22,7	40,0	(43,1) %	46,3	64,1	(27,8) %
Bénéfice avant impôt	256,7 \$	246,7 \$	4,1 %	381,0 \$	350,3 \$	8,8 %
Impôt sur le résultat	70,5	67,8	3,9 %	106,5	95,8	11,2 %
Taux d'imposition effectif	27,5 %	27,5 %		28,0 %	27,3 %	
Bénéfice net	186,2 \$	178,9 \$	4,1 %	274,5 \$	254,5 \$	7,9 %
Bénéfice net attribuable aux :						
Propriétaires de la Société Canadian Tire	166,0 \$	169,9 \$	(2,3) %	234,5 \$	240,5 \$	(2,5) %
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	20,2	9,0	126,3 %	40,0	14,0	186,2 %
	186,2 \$	178,9 \$	4,1 %	274,5 \$	254,5 \$	7,9 %
Bénéfice par action de base attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire	2,16 \$	2,14 \$	1,1 %	3,04 \$	3,02 \$	0,8 %
Bénéfice par action dilué attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire	2,15 \$	2,12 \$	1,3 %	3,02 \$	2,99 \$	0,9 %

¹ Mesure clé de rendement opérationnel. Veuillez vous reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente le bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de la Société. Pour plus d'information, veuillez vous reporter à la note 17 des états financiers consolidés annuels figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014
Services Financiers				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 20 % (s.o. en 2014)	14,1 \$	— \$	28,6 \$	— \$
CT REIT				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 16,1 % (16,8 % en 2014)	5,3	4,9	10,2	9,8
Filiale du secteur Détail				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 50 % (50,0 % en 2014)	0,8	4,1	1,2	4,2
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	20,2 \$	9,0 \$	40,0 \$	14,0 \$

Résultats consolidés du deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Sommaire des résultats

Le bénéfice par action (le « BPA ») dilué attribuable aux propriétaires de la Société s'est établi à 2,15 \$ pour le trimestre, une hausse de 1,3 pour cent par rapport à l'exercice précédent (une diminution de 4,9 pour cent après normalisation pour tenir compte de la charge non récurrente liée au remboursement anticipé des billets à moyen terme à l'exercice précédent). Les résultats tiennent compte de l'incidence de la vente d'une participation de 20 pour cent dans les activités des Services Financiers au quatrième trimestre de 2014, ce qui a diminué le bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société de 14,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action.

Veillez vous reporter à la section 8.3.2 pour le calcul du bénéfice net et du bénéfice par action normalisés de l'exercice précédent.

Ventes au détail

Les ventes au détail consolidées ont augmenté de 140,6 millions de dollars, ou 3,8 pour cent, ce qui comprend une diminution de 11,4 pour cent des ventes au détail de la Division pétrolière en raison de la baisse des prix de l'essence (une baisse de 17 pour cent d'un exercice à l'autre). En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail consolidées ont augmenté de 6,7 pour cent, ce qui reflète la hausse des ventes au sein des bannières Canadian Tire, FGL Sports et Mark's. Veuillez vous reporter à la section 4.2.3 pour plus d'information sur la croissance des ventes du secteur Détail au cours du trimestre.

Produits

Les produits consolidés ont augmenté de 91,6 millions de dollars, ou 2,9 pour cent, ce qui comprend une diminution des produits de la Division pétrolière de 74,5 millions, découlant de la baisse des prix de l'essence. En excluant la Division pétrolière, les produits consolidés ont augmenté de 166,1 millions de dollars, ou 6,3 pour cent, principalement en raison de la hausse des livraisons chez Canadian Tire, des ventes accrues de FGL Sports et de Mark's, ainsi que de la hausse des frais de crédit des Services Financiers. Veuillez vous reporter aux sections 4.2.3 et 4.4.2 pour plus d'information sur la marge brute des secteurs Détail et Services Financiers.

Marge brute

La marge brute consolidée en dollars a augmenté de 38,8 millions de dollars, ou 3,8 pour cent, principalement en raison de la hausse des produits de tous les secteurs. L'amélioration du taux de la marge brute de 29 points de base a été principalement stimulée par la Division pétrolière, en raison de la baisse des prix de l'essence. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute consolidée a diminué de 98 points de base en raison de la baisse du taux de la marge brute des secteurs Détail et Services Financiers. Veuillez vous reporter aux sections 4.2.3 et 4.4.2 pour plus d'information sur la marge brute des secteurs Détail et Services Financiers.

Autres produits

Les autres produits consolidés ont diminué de 8,1 millions de dollars, ou 45,2 pour cent, principalement en raison du fait que les résultats de l'exercice précédent comprenaient un règlement juridique non récurrent pour le secteur Détail.

Frais de vente, généraux et administratifs

Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés ont augmenté de 38 millions de dollars, ou 5,1 pour cent, principalement en raison des éléments suivants :

- la hausse des coûts liés au personnel prévus pour soutenir les initiatives de technologie de l'information (« TI »), notamment la stratégie numérique de la Société;
- la hausse des coûts liés au personnel en raison de l'augmentation des volumes de livraisons chez Canadian Tire et des magasins additionnels de FGL Sports;
- la hausse des coûts d'occupation résultant en partie des nouveaux magasins Sport Chek et Atmosphere de FGL Sports;
- la hausse de la dotation aux amortissements liée aux dépenses accrues dans les initiatives de TI et des investissements accrues dans le réseau du secteur Détail;

partiellement contrebalancées par :

- une diminution des honoraires de conseil, en raison du fait que les résultats de l'exercice précédent comprenaient un règlement non récurrent lié à un contrat fondé sur des éventualités.

Charges financières nettes

Les charges financières nettes ont diminué de 17,3 millions de dollars (2,3 millions, ou 9,2 pour cent, après normalisation pour tenir compte de la charge non récurrente liée au remboursement anticipé des billets à moyen terme à l'exercice précédent), principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt sur la dette et d'une hausse des intérêts capitalisés relativement aux projets de TI et aux projets immobiliers admissibles.

Impôt sur le résultat

Le taux d'imposition effectif est demeuré inchangé à 27,5 pour cent au cours du trimestre. Veuillez vous reporter à la section 7 pour de l'information sur les questions fiscales.

Cumul annuel consolidé de 2015 par rapport au cumul annuel consolidé de 2014

Le cumul annuel du bénéfice net consolidé attribuable aux propriétaires de la Société a diminué de six millions de dollars, ou 2,5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent (diminution de 16,9 millions, ou 6,7 pour cent, après normalisation pour tenir compte de la charge non récurrente liée au remboursement anticipé des billets à moyen terme à l'exercice précédent). Les résultats tiennent compte de l'incidence de la vente d'une participation de 20 pour cent dans les activités des Services Financiers au quatrième trimestre de 2014, ce qui a réduit le bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société de 28,6 millions de dollars. De plus, la croissance solide des ventes au détail et des produits depuis le début de l'exercice chez Canadian Tire, Mark's et FGL Sports et la hausse des produits résultant de l'augmentation des créances moyennes brutes des Services Financiers ont été partiellement contrebalancées par la hausse des coûts liés au personnel et des coûts d'occupation visant à soutenir les initiatives de TI et les magasins additionnels du réseau, par la hausse de la dotation aux amortissements liée aux dépenses d'investissement accrues pour les initiatives de TI, ainsi que par la hausse du taux d'imposition effectif.

4.1.3 Analyse des tendances saisonnières

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Étant donné la nature saisonnière de certaines marchandises ainsi que le calendrier de mise en œuvre des programmes de marketing au sein des activités de détail, le quatrième trimestre génère habituellement le plus important apport aux produits et au bénéfice et le premier trimestre, l'apport le moins important. Au cours des deux derniers exercices, les produits et les bénéfices trimestriels de la Société ont augmenté de façon constante, à l'exception du premier trimestre de 2015. Les résultats du cumul annuel ont subi l'incidence de la baisse importante des prix de l'essence et de la vente d'une participation de 20 pour cent dans les activités des Services Financiers, par rapport aux exercices précédents. Le tableau suivant présente la performance financière de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices, et il a été préparé conformément aux IFRS. Les résultats trimestriels pourraient subir l'incidence des éléments normalisés présentés à la section 4.1.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T2 2015	T1 2015	T4 2014	T3 2014	T2 2014	T1 2014	T4 2013	T3 2013
Produits	3 257,7 \$	2 514,9 \$	3 653,8 \$	3 069,9 \$	3 166,1 \$	2 573,1 \$	3 328,7 \$	2 956,0 \$
Bénéfice net	186,2	88,3	206,6	178,2	178,9	75,6	191,0	145,5
Bénéfice par action de base attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire	2,16	0,88	2,46	2,19	2,14	0,88	2,34	1,81
Bénéfice par action dilué attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire	2,15	0,88	2,44	2,17	2,12	0,88	2,32	1,79

4.2 Rendement du secteur Détail

4.2.1 Mesures clés de rendement opérationnel du secteur Détail

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 8.3 du présent rapport de gestion et à la section 9.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2 2015	T2 2014	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014	Variation
Secteur Détail – total						
Croissance des ventes au détail	3,8 %	4,8 %		2,3 %	3,3 %	
Produits ¹	2 954,7 \$	2 879,5 \$	2,6 %	5 162,0 \$	5 172,6 \$	(0,2) %
Rendement du capital investi dans les activités de détail ²	8,06 %	8,02 %		s.o.	s.o.	
BAIIA ³	230,3 \$	231,5 \$	(0,5) %	319,3 \$	311,9 \$	2,4 %
Secteur Détail – par bannière						
Canadian Tire						
Croissance des ventes au détail ⁴	7,1 %	3,4 %		6,2 %	2,2 %	
Croissance des ventes dans les magasins semblables ^{4, 5}	3,2 %	2,8 %		3,7 %	1,7 %	
Ventes par pied carré ⁶ (au dollar près)	396 \$	388 \$	2,1 %	s.o.	s.o.	
Produits ^{1, 7}	1 821,0 \$	1 705,4 \$	6,8 %	3 038,9 \$	2 924,3 \$	3,9 %
FGL Sports						
Croissance des ventes au détail ⁸	6,8 %	13,7 %		7,6 %	7,9 %	
Croissance des ventes dans les magasins semblables ^{5, 8}	4,8 %	8,2 %		6,4 %	7,4 %	
Ventes par pied carré ⁹ (au dollar près)	293 \$	282 \$	4,5 %	s.o.	s.o.	
Produits ¹	440,0 \$	398,8 \$	10,3 %	845,0 \$	778,2 \$	8,6 %
Mark's						
Croissance des ventes au détail ¹⁰	2,4 %	2,6 %		3,3 %	2,6 %	
Croissance des ventes dans les magasins semblables ^{5, 11}	2,9 %	3,2 %		4,0 %	3,1 %	
Ventes par pied carré ¹¹ (au dollar près)	339 \$	325 \$	4,2 %	s.o.	s.o.	
Produits ^{1, 12}	250,6 \$	244,7 \$	2,4 %	460,2 \$	449,0 \$	2,5 %
Division pétrolière						
Croissance du volume des ventes d'essence en litres	3,5 %	(1,9) %		2,9 %	(1,0) %	
Croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins semblables en litres ⁵	2,4 %	(3,3) %		2,1 %	(2,5) %	
Croissance des ventes au détail	(11,4) %	5,3 %		(14,5) %	4,3 %	
Produits ¹	463,5 \$	538,0 \$	(13,8) %	858,3 \$	1 037,1 \$	(17,2) %
Marge brute en dollars	44,8 \$	40,0 \$	12,0 %	86,4 \$	76,6 \$	12,9 %

¹ Les produits intersectoriels des bannières de détail ont été éliminés en ce qui a trait au secteur Détail. Les produits présentés pour Canadian Tire, FGL Sports, Mark's et la Division pétrolière comprennent les produits intersectoriels.

² Les données sont calculées sur 12 mois. Les données relatives au rendement du capital investi dans les activités de détail ont été retraitées. Veuillez vous reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

³ Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Veuillez vous reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

⁴ La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les magasins Canadian Tire et PartSource, ainsi que la composante main-d'œuvre des ventes dans les centres-autos Canadian Tire.

⁵ La croissance des ventes dans les magasins semblables a été calculée en harmonisant le calendrier de l'exercice 2014 au calendrier de l'exercice 2015 (c.-à-d. que les ventes de la première semaine de 2015 sont comparées aux ventes de la deuxième semaine de 2014). Veuillez vous reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

⁶ Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois. Exception faite des magasins PartSource. La superficie consacrée à la vente au détail ne comprend pas le centre du jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos ni la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.

⁷ Les produits comprennent les produits de Canadian Tire, de PartSource et de Franchise Trust.

⁸ La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés.

⁹ Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.

¹⁰ La croissance des ventes au détail comprend les ventes au détail dans les succursales et les magasins franchisés Mark's et les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.

¹¹ La croissance des ventes dans les magasins semblables est calculée sur 12 mois et comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés et exclut les produits tirés des services connexes. Les ventes par pied carré ne comprennent pas la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.

¹² Les produits comprennent les ventes d'articles dans les magasins franchisés Mark's et les ventes au détail dans les succursales de Mark's ainsi que les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.

4.2.2 Aperçu du réseau des bannières de détail

Nombre de magasins et superficie de l'aire de vente	4 juillet 2015	3 janvier 2015	28 juin 2014
Nombre consolidé de magasins			
Magasins Canadian Tire ¹			
Magasins Concept Intelligent	365	337	326
Magasins rénovés et agrandis	68	96	107
Magasins traditionnels	35	36	36
Magasins pour petit marché	24	22	22
Autres	3	2	2
Nombre total de magasins Canadian Tire	495	493	493
Magasins PartSource	91	91	91
Magasins FGL Sports			
Sport Chek	187	189	181
Sports Experts	73	73	72
Atmosphere	67	66	64
Autres	106	108	110
Nombre total de magasins FGL Sports	433	436	427
Magasins Mark's/L'Équipeur ¹			
Mark's	304	304	265
Mark's Work Wearhouse	30	34	71
L'Équipeur	44	45	45
Work World	—	—	1
Nombre total de magasins Mark's/L'Équipeur	378	383	382
Postes d'essence Canadian Tire	297	297	300
Nombre total de magasins	1 694	1 700	1 693
Superficie de l'aire de vente consolidée² (en millions de pieds carrés)			
Canadian Tire	20,8	20,5	20,3
PartSource	0,3	0,3	0,3
FGL Sports	7,2	7,2	7,0
Mark's	3,4	3,5	3,4
Total de la superficie de l'aire de vente²	31,7	31,5	31,0

¹ Le nombre de magasins reflète les points de vente individuels; ainsi, le nombre total de magasins Canadian Tire et Mark's comprend les magasins occupant le même bâtiment.

² La superficie moyenne de l'aire de vente exclut les espaces en location dans les dépanneurs de la Division pétrolière.

Au cours du trimestre, la Société a ouvert un nouveau concept de magasin à Edmonton qui offre aux clients une expérience numérique dynamique et un lieu de magasinage moderne et inspirant, avec un assortiment diversifié d'articles pour la vie au Canada. Ce magasin est compris dans le nombre de magasins Canadian Tire, dans la catégorie Autres ci-dessus.

4.2.3 Résultats financiers du secteur Détail

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014	Variation
Ventes au détail ¹	3 862,2 \$	3 721,6 \$	3,8 %	6 324,9 \$	6 182,1 \$	2,3 %
Produits	2 954,7 \$	2 879,5 \$	2,6 %	5 162,0 \$	5 172,6 \$	(0,2) %
Marge brute en dollars	843,7 \$	808,3 \$	4,4 %	1 520,7 \$	1 464,6 \$	3,8 %
Marge brute en pourcentage des produits	28,6 %	28,1 %	48 pbs	29,5 %	28,3 %	114 pbs
Autres (produits)	(35,8) \$	(42,5) \$	(16,0) %	(69,3) \$	(65,5) \$	5,8 %
Frais de vente, généraux et administratifs	737,1	691,1	6,6 %	1 436,9	1 359,1	5,7 %
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(10,4)	10,1	(201,8) %	(19,4)	4,8	(498,7) %
Bénéfice avant impôt	152,8 \$	149,6 \$	2,2 %	172,5 \$	166,2 \$	3,8 %

¹ Mesure clé de rendement opérationnel. Veuillez vous reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Résultats du secteur Détail au deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt du secteur Détail a augmenté de 3,2 millions de dollars, ou 2,2 pour cent. Après normalisation pour tenir compte de la charge non récurrente liée au remboursement anticipé des billets à moyen à l'exercice précédent, le bénéfice avant impôt a diminué, passant de 164,6 millions de dollars à 152,8 millions, soit une baisse de 7,2 pour cent. Les ventes solides et la croissance des produits chez Canadian Tire, Mark's et FGL Sports ont été contrebalancées par une diminution des ventes et des produits de la Division pétrolière en raison de la baisse des prix de l'essence, de la hausse des coûts liés au personnel et des coûts d'occupation pour soutenir les initiatives de TI et les magasins additionnels dans le réseau, la hausse de la dotation aux amortissements liée aux dépenses d'investissement accrues visant les initiatives de TI, ainsi que de l'incidence des résultats de l'exercice précédent, qui comprenait un règlement juridique non récurrent.

Veillez vous reporter à la section 8.3.2 pour le calcul du bénéfice net normalisé.

Ventes au détail

Chez Canadian Tire, les ventes au détail ont augmenté de 7,1 pour cent (ventes dans les magasins semblables en hausse de 3,2 pour cent), ce qui reflète les ventes solides d'articles non saisonniers et la hausse des prix de vente moyens, principalement en raison de l'amélioration de la composition des ventes, ce qui a été légèrement contrebalancé par les décisions prises par la direction en vue de recentrer les activités des Services résidentiels à l'égard des articles qui sont vendus exclusivement dans les magasins Canadian Tire. La vigueur des catégories d'articles pour la cuisine, des pneus et des articles pour le jardinage a contribué à la croissance des ventes d'un exercice à l'autre.

Chez FGL Sports, les ventes au détail ont augmenté de 6,8 pour cent (ventes dans les magasins semblables en hausse de 4,8 pour cent), stimulées par les catégories clés favorisant les ventes, soit les appareils électroniques, les chaussures et les vêtements tout-aller, ainsi que par la hausse des ventes de PHL qui ont bénéficié des stocks renouvelés et des nouvelles campagnes publicitaires. La croissance des ventes a également été touchée par la baisse des ventes de vêtements liés à la Coupe du Monde de la FIFA par rapport à l'exercice précédent.

Chez Mark's, les ventes au détail ont augmenté de 2,4 pour cent (ventes dans les magasins semblables en hausse de 2,9 pour cent), principalement grâce aux chaussures tout-aller pour homme et pour femme. Au cours du trimestre, les ventes de Mark's ont subi l'incidence négative de la baisse des ventes de vêtements de travail liée au ralentissement économique en Alberta. Cependant, la baisse des ventes d'articles pour le travail, dont la marge est plus élevée, a été partiellement compensée par la hausse des ventes de vêtements et de chaussures tout-aller.

Les ventes au détail de la Division pétrolière ont diminué de 11,4 pour cent en raison d'une baisse des prix de l'essence (baisse de 17 pour cent d'un exercice à l'autre), partiellement compensée par la hausse du volume des ventes d'essence et par la hausse des ventes de produits autres que l'essence.

Produits

Les produits du secteur Détail ont augmenté de 75,2 millions de dollars, ou 2,6 pour cent. En excluant l'incidence de la Division pétrolière, dont les produits ont diminué de 13,8 pour cent en raison de la baisse des prix de l'essence, les produits du secteur Détail ont augmenté de 6,4 pour cent, principalement en raison des éléments suivants :

- l'augmentation des livraisons d'articles aux marchands Canadian Tire, ce qui reflète la croissance solide des ventes au cours du trimestre;
- l'augmentation des ventes au détail de FGL Sports et de Mark's.

Marge brute

La marge brute en dollars a augmenté de 35,4 millions de dollars, ou 4,4 pour cent, principalement en raison de l'augmentation des livraisons chez Canadian Tire. La hausse du taux de la marge brute de 48 points de base est principalement liée à la baisse des prix de l'essence de la Division pétrolière. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute a diminué de 75 points de base, principalement en raison des éléments suivants :

- la modification de la composition des articles en vue de favoriser les vêtements tout-aller plutôt que les vêtements de travail chez Mark's, surtout en raison du ralentissement économique en Alberta;
- le calendrier de certains paiements chez Canadian Tire;
- l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, particulièrement chez Canadian Tire et chez Mark's, ce qui a été fortement compensé par la modification de la composition des ventes chez Canadian Tire et par l'incidence de la réduction des prix des marchandises et des initiatives de productivité, surtout chez Canadian Tire, visant à optimiser les assortiments et à réduire les coûts des articles.

Autres produits

Les autres produits ont diminué de 6,7 millions de dollars, ou 16 pour cent, principalement en raison de l'incidence d'un règlement juridique non récurrent à l'exercice précédent, ce qui a été partiellement compensé par la hausse des distributions reçues sur les parts de société en commandite de catégorie B et les parts de CT REIT détenues par la Société.

Frais de vente, généraux et administratifs

Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 46 millions de dollars, ou 6,6 pour cent, principalement en raison des éléments suivants :

- la hausse des coûts liés au personnel prévus pour soutenir les initiatives de TI, notamment la stratégie numérique de la Société;
- la hausse des coûts liés au personnel en raison de l'augmentation des volumes de livraisons chez Canadian Tire et des magasins additionnels de FGL Sports;
- la hausse des coûts d'occupation, en partie en raison des nouveaux magasins Sport Chek et Atmosphere chez FGL Sports;
- la hausse des coûts d'occupation intersectoriels résultant des loyers payés aux prix du marché pour des immeubles de commerce de détail vendus à CT REIT;
- la hausse de la dotation aux amortissements liée à l'augmentation des dépenses d'investissement visant les initiatives de TI et les investissements accrus dans le réseau du secteur Détail, notamment pour le repositionnement de Mark's et le renouvellement des agencements et de l'éclairage.

(Produits financiers nets) charges financières nettes

Les produits financiers nets ont augmenté de 10,4 millions de dollars, comparativement à des charges financières nettes de 10,1 millions à l'exercice précédent (ou à des produits financiers nets de 4,9 millions après normalisation pour tenir compte de la charge non récurrente liée au remboursement anticipé des billets à moyen terme à l'exercice précédent). Cette hausse des produits financiers nets de 5,5 millions de dollars (sur une base normalisée) résulte principalement de la baisse des taux d'intérêt sur la dette et de la hausse des intérêts capitalisés pour les projets de technologie de l'information et les projets immobiliers admissibles.

Cumul annuel de 2015 du secteur Détail par rapport au cumul annuel de 2014

Le cumul annuel des ventes au détail a augmenté de 2,3 pour cent. En excluant la Division pétrolière, qui a connu une baisse de 14,5 pour cent en raison de la diminution des prix de l'essence d'un exercice à l'autre, les ventes au détail ont augmenté de 6,2 pour cent grâce aux ventes solides de toutes les bannières, qui ont été stimulées par les catégories des articles saisonniers et non saisonniers et par les campagnes publicitaires et promotionnelles réussies pour les bannières de Canadian Tire, FGL Sports et Mark's. Les produits ont diminué de 0,2 pour cent par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'incidence de la Division pétrolière, qui a connu une diminution de 17,2 pour cent, les produits du secteur Détail ont augmenté de 4,1 pour cent, principalement en raison des ventes solides de toutes les bannières de détail et de la hausse des volumes de livraison dans les catégories clés d'articles saisonniers et non saisonniers chez Canadian Tire.

Le bénéfice avant impôt a augmenté de 3,8 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Après normalisation pour tenir compte de la charge non récurrente liée au remboursement anticipé des billets à moyen terme à l'exercice précédent, le bénéfice avant impôt a diminué de 4,8 pour cent. Les ventes solides et la croissance des produits de Canadian Tire, de Mark's et de FGL Sports et la hausse des produits financiers nets attribuable à la diminution des taux d'intérêt sur la dette et des charges d'intérêt intersociétés ont été contrebalancées par la diminution des ventes et des produits de la Division pétrolière en raison de la baisse des prix de l'essence, par la hausse des coûts liés au personnel et des coûts d'occupation visant à soutenir les initiatives de TI et les magasins additionnels du réseau, par la hausse de la dotation aux amortissements liée aux dépenses d'investissement accrues pour les initiatives de TI, ainsi que par l'incidence des résultats de l'exercice précédent, qui comprenaient un profit non récurrent lié à un règlement juridique.

4.2.4 Risques d'entreprise du secteur Détail

Dans le cours normal des activités, le secteur Détail est exposé à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, le risque lié à l'interruption de la chaîne d'approvisionnement, le risque lié à la saisonnalité, le risque environnemental et le risque lié à l'approvisionnement mondial. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, veuillez vous reporter à la section 6.4.1.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société. Veuillez également vous reporter à la section 10.2 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour une analyse d'autres risques à l'échelle de l'industrie et de la Société auxquels nous sommes exposés.

4.3 Rendement du secteur CT REIT

4.3.1 Mesures clés de rendement opérationnel du secteur CT REIT

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 8.3 du présent rapport de gestion et à la section 9.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014	Variation
Bénéfice d'exploitation net ¹	65,3 \$	58,7 \$	11,2 %	129,8 \$	116,7 \$	11,1 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	47,9	42,9	11,8 %	95,3	85,6	11,4 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	37,2	32,2	15,6 %	74,1	64,5	14,8 %

¹ Mesures non définies par les PCGR. Veuillez vous reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

4.3.2 Résultats financiers du secteur CT REIT

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014	Variation
Produits tirés des immeubles	93,3 \$	83,4 \$	11,8 %	185,7 \$	166,1 \$	11,8 %
Charges liées aux immeubles	21,5	17,7	21,2 %	43,1	35,6	20,8 %
Frais généraux et administratifs	2,3	2,5	(12,9) %	4,7	4,4	7,0 %
Charges financières nettes	21,4	20,3	6,0 %	42,9	40,5	6,0 %
Ajustement à la juste valeur de marché	(9,2)	(2,8)	221,5 %	(17,8)	(129,8)	(86,3) %
Bénéfice avant impôt	57,3 \$	45,7 \$	25,2 %	112,8 \$	215,4 \$	(47,6) %

Résultats du secteur CT REIT du deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt du secteur CT REIT a augmenté de 11,6 millions de dollars, ou 25,2 pour cent, au cours du trimestre, principalement en raison des immeubles acquis au cours de 2015 et de 2014 et d'une hausse de l'ajustement à la juste valeur de marché de 6,4 millions par rapport à l'exercice précédent.

Produits tirés des immeubles

Au cours du trimestre, les produits tirés des immeubles se sont établis à 93,3 millions de dollars, dont une tranche de 89,4 millions a été reçue de la Société. Les produits sont composés des loyers de base, des coûts d'exploitation et des recouvrements d'impôt foncier.

Les produits tirés des immeubles ont augmenté de 9,9 millions de dollars, ou 11,8 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des loyers de base liés aux immeubles acquis et des activités d'intensification effectuées en 2015 et en 2014.

Charges liées aux immeubles

Au cours du trimestre, les charges liées aux immeubles se sont établies à 21,5 millions de dollars, la majorité des coûts étant recouvrables auprès des locataires. CT REIT absorbe ces charges dans le cas de locaux inoccupés. Les charges liées aux immeubles sont principalement constituées de l'impôt foncier et des coûts engagés dans le cadre de la convention de gestion immobilière entre CT REIT et la Société.

Les charges liées aux immeubles ont augmenté de 3,8 millions de dollars, ou 21,2 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des immeubles acquis en 2015 et en 2014.

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs sont principalement constitués des charges liées aux activités courantes d'une entité ouverte et des coûts d'impartition qui sont essentiellement liés aux services fournis par la Société, conformément à la convention de services entre CT REIT et la Société.

Les frais généraux et administratifs ont diminué de 0,2 million de dollars, ou 12,9 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la diminution des frais liés aux services d'agent des transferts, des droits de dépôt et des coûts liés à la diligence raisonnable, facteur partiellement contrebalancé par la hausse des coûts liés à la rémunération.

Charges financières nettes

Les charges financières nettes sont constituées des distributions sur les parts de société en commandite de catégorie C détenues par la Société, des intérêts sur les emprunts hypothécaires, des commissions sur la facilité de crédit bancaire et des frais de financement des débentures. Les charges financières nettes ont augmenté de 21,4 millions de dollars, ou six pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des débentures émises en juin 2015, des emprunts hypothécaires repris dans le cadre d'acquisitions en 2014 et de prélèvements sur la facilité de crédit bancaire de CT REIT, partiellement contrebalancés par le rachat des parts de société en commandite de catégorie C de série 1.

Bénéfice d'exploitation net

Pour le trimestre, le bénéfice d'exploitation net s'est établi à 65,3 millions de dollars et est constitué des produits locatifs moins les coûts d'exploitation liés aux immeubles. Le bénéfice d'exploitation net a augmenté de 6,6 millions de dollars, ou 11,2 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des acquisitions d'immeubles effectuées en 2015 et en 2014. Le bénéfice d'exploitation net est une mesure non définie par les PCGR; veuillez vous reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés se sont établis à 47,9 millions de dollars et à 37,2 millions, respectivement. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont tous deux augmenté de cinq millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des écarts du bénéfice d'exploitation net expliqués précédemment. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont des mesures non définies par les PCGR; veuillez vous reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

Cumul annuel de 2015 du secteur CT REIT par rapport au cumul annuel de 2014

Les produits tirés des immeubles se sont établis à 185,7 millions de dollars, dont une tranche de 177,8 millions a été reçue de la Société. Les charges liées aux immeubles se sont établies à 43,1 millions de dollars, la majorité étant recouvrable auprès des locataires. Les produits tirés des immeubles et les charges liées aux immeubles ont augmenté de 11,8 pour cent et de 20,8 pour cent, respectivement, principalement en raison des acquisitions d'immeubles effectuées en 2015 et en 2014.

Le bénéfice d'exploitation net s'est établi à 129,8 millions de dollars, et les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés se sont établis à 95,3 millions et à 74,1 millions, respectivement. Le bénéfice d'exploitation net, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 13,1 millions de dollars, de 9,7 millions et de 9,6 millions, respectivement, principalement en raison d'acquisitions d'immeubles effectuées en 2015 et en 2014. Le bénéfice d'exploitation net, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont des mesures non définies par les PCGR; veuillez vous reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

4.3.3 Risques d'entreprise du secteur CT REIT

Dans le cours normal des activités, CT REIT est exposée à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, les risques financiers, les risques liés à la propriété d'immeubles et à la location et les risques d'ordre fiscal. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, veuillez vous reporter à la section 6.4.2.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société. Veuillez également vous reporter à la section 4 de la notice annuelle de CT REIT pour l'exercice 2014 et à la partie X, Gestion des risques d'entreprise, du rapport de gestion de CT REIT pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 pour une analyse approfondie des risques qui ont une incidence sur ses activités, et à la section 10.2 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour une analyse d'autres risques à l'échelle de l'industrie et de la Société auxquels nous sommes exposés.

4.4 Secteur Services Financiers

4.4.1 Mesures clés du rendement opérationnel du secteur Services Financiers

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Veuillez vous reporter à la section 8.3 du présent rapport de gestion et à la section 9.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus d'information sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014	Variation
Croissance des ventes liées aux cartes de crédit ¹	1,3 %	4,9 %		0,8 %	5,2 %	
Créances moyennes brutes	4 832,6 \$	4 629,9 \$	4,4 %	4 842,4 \$	586,0 \$	5,6 %
Produits ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	23,0 %	23,3 %		s.o.	s.o.	
Nombre moyen de comptes ayant un solde non réglé ³ (en milliers)	1 842	1 829	0,7 %	1 834	1 813	1,2 %
Solde moyen des comptes ³ (au dollar près)	2 621 \$	2 528 \$	3,7 %	2 637 \$	2 526 \$	4,4 %
Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ^{2, 3}	6,06 %	6,02 %		s.o.	s.o.	
Créance sur cartes de crédit en souffrance ^{3, 4} (en souffrance depuis deux mois ou plus)	2,80 %	2,86 %		s.o.	s.o.	
Taux de la provision pour pertes sur créances ⁵	2,14 %	2,24 %		s.o.	s.o.	
Charges d'exploitation ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	5,98 %	6,62 %		s.o.	s.o.	
Rendement des créances ²	7,66 %	7,21 %		s.o.	s.o.	

¹ La croissance des ventes liées aux cartes de crédit exclut les transferts de solde.

² Les données sont calculées sur 12 mois.

³ Portefeuille de cartes de crédit seulement.

⁴ Les créances sur cartes de crédit en souffrance depuis plus de 30 jours, en pourcentage du total des créances sur cartes de crédit à la fin de la période.

⁵ Le taux de la provision pour pertes sur créances a été calculé en fonction du total du portefeuille géré de créances sur prêts.

4.4.2 Résultats financiers du secteur Services Financiers

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014	Variation
Produits	276,7 \$	267,7 \$	3,4 %	561,2 \$	532,3 \$	5,4 %
Marge brute en dollars	168,6	172,0	(2,0) %	337,6	322,4	4,7 %
Marge brute (en pourcentage des produits)	60,9 %	64,3 %	(333) pbs	60,1 %	60,6 %	(43) pbs
Autres (produits) charges	(0,2)	0,1	167,7 %	1,0	0,3	(455,1) %
Frais de vente, généraux et administratifs	71,3	81,8	(12,8) %	138,8	151,8	(8,5) %
(Produits financiers nets)	(0,2)	(2,2)	(90,0) %	(0,8)	(4,2)	(80,7) %
Bénéfice avant impôt	97,7 \$	92,3 \$	5,8 %	198,6 \$	174,5 \$	13,7 %

Résultats du secteur Services Financiers du deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt s'est établi à 97,7 millions de dollars, une hausse de 5,4 millions, ou 5,8 pour cent, attribuable à l'augmentation des frais de crédit, à la baisse des produits reportés relatifs aux transferts de solde et aux transactions de ventes à paiement différé¹, ainsi qu'à la diminution des honoraires de conseil, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des radiations liées à l'insolvabilité et de la provision au titre des radiations futures pour le portefeuille de cartes de crédit par rapport à l'exercice précédent.

Produits

Les produits ont augmenté de neuf millions de dollars, ou 3,4 pour cent, principalement en raison de la hausse des frais de crédit résultant de l'augmentation des créances moyennes brutes et de la baisse des produits reportés relatifs aux transferts de solde et aux transactions de ventes à paiement différé¹. Les créances moyennes brutes ont augmenté de 4,4 pour cent en raison de la hausse des soldes moyens par compte et de la croissance du nombre de comptes actifs.

Marge brute

La marge brute en dollars a diminué de deux pour cent, et le taux de la marge brute a diminué de 333 points de base, principalement en raison de la hausse des radiations liées à l'insolvabilité et de la provision au titre des radiations futures pour le portefeuille de cartes de crédit par rapport à l'exercice précédent, au cours duquel la provision avait été réduite à la suite de l'évaluation par la direction de l'incidence des changements apportés aux exigences de paiement mensuel minimal mises en place en 2012. Cette diminution de la marge brute a été partiellement compensée par une hausse des frais de crédit résultant de l'augmentation des créances moyennes brutes et de la baisse des produits reportés relatifs aux transferts de solde et aux transactions de ventes à paiement différé¹.

Frais de vente, généraux et administratifs

Les frais de vente, généraux et administratifs ont diminué de 10,5 millions de dollars, ou 12,8 pour cent, principalement en raison de la diminution des honoraires de conseil par rapport à l'exercice précédent, lesquels comprenaient alors un règlement non récurrent lié à un contrat fondé sur des éventualités, de la réduction des dépenses de marketing et de la baisse de l'investissement pour l'acquisition de nouveaux comptes.

Produits financiers nets

Les produits financiers nets ont diminué de deux millions de dollars, principalement en raison de la baisse des produits d'intérêts intersociétés sur les prêts.

Cumul annuel de 2015 du secteur Services Financiers par rapport au cumul annuel de 2014

Les produits ont augmenté de 5,4 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des frais de crédit résultant de l'augmentation des créances moyennes brutes et de la baisse des produits reportés relatifs aux transferts de solde et aux transactions de ventes à paiement différé¹. Les créances moyennes brutes ont augmenté de 5,6 pour cent par rapport à l'exercice précédent en raison de l'augmentation des soldes moyens par compte et de la hausse du nombre de comptes actifs.

Le bénéfice avant impôt a augmenté de 13,7 pour cent par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des produits et de la baisse des honoraires de conseil, partiellement contrebalancées par la hausse des radiations liées à l'insolvabilité et de la provision au titre des radiations futures pour le portefeuille de cartes de crédit par rapport à l'exercice précédent.

¹ Conformément aux IFRS, les transferts de solde, les ventes à paiement différé et les ventes à tempérament sont comptabilisés à la juste valeur en fonction d'un taux d'intérêt effectif. Les Services Financiers comptabilisent une réduction des produits pour financer ces prêts, qui sont ensuite amortis en résultat net sur la durée des prêts.

4.4.3 Risques d'entreprise du secteur Services Financiers

Dans le cours normal des activités, le secteur Services Financiers est exposé à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, le risque de crédit à la consommation, le risque de financement lié à la titrisation, le risque de taux d'intérêt et le risque lié à l'environnement réglementaire. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, veuillez vous reporter à la section 6.4.3.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société. Veuillez également vous reporter à la section 10.2 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour une analyse de la gestion des risques d'entreprise et d'autres risques à l'échelle de l'industrie.

5. Liquidités, sources de financement et obligations contractuelles

5.1 Sommaire du bilan

Certains postes de l'actif, du passif et des capitaux propres de la Société au 4 juillet 2015, au 3 janvier 2015 et au 28 juin 2014 sont présentés ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)	4 juillet 2015	28 juin 2014	3 janvier 2015
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 076,1 \$	307,8 \$	662,1 \$
Créances clients et autres débiteurs	663,7	534,2	880,2
Créances sur prêts	4 778,0	4 663,5	4 905,5
Stocks de marchandises	1 769,3	1 555,5	1 623,8
Immobilisations corporelles	3 832,5	3 517,7	3 743,1
Total de l'actif	14 891,8 \$	13 033,2 \$	14 553,2 \$
Passif			
Tranche à court terme de la dette à long terme	287,7	318,7	587,5
Dette à long terme	2 974,0	1 841,0	2 131,6
Autres passifs à long terme	795,6	237,1	787,8
Total du passif	9 231,6 \$	7 576,6 \$	8 922,4 \$

L'augmentation d'un exercice à l'autre du total de l'actif de 1 858,6 millions de dollars est principalement attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 768,3 millions de dollars principalement attribuable à deux émissions de titres de créance au cours du trimestre, soit une émission de titres de créance pour un montant de 500 millions par Glacier et une émission de débentures pour un montant de 350 millions par CT REIT;
- une hausse des créances clients et autres débiteurs de 129,5 millions de dollars stimulée par l'augmentation des actifs dérivés de 158 millions en raison de l'évaluation plus favorable du portefeuille de contrats de couverture de change et de capitaux propres;
- une hausse des créances sur prêts de 114,5 millions de dollars, principalement attribuable à l'augmentation des ventes par carte de crédit et à la hausse des soldes moyens par compte et du nombre moyen de comptes actifs des Services Financiers;
- une hausse des stocks de marchandises de 213,8 millions de dollars dans l'ensemble des bannières de détail en raison de la hausse des stocks afin de soutenir la croissance du réseau de magasins et l'accroissement des assortiments, ainsi qu'en préparation des saisons d'automne et d'hiver à venir;
- une hausse des immobilisations corporelles de 314,8 millions de dollars, résultant principalement de la hausse des dépenses liées à la construction du centre de distribution de Bolton, aux acquisitions effectuées par CT REIT, notamment Canada Square et Dufferin Place en 2014, et aux investissements dans le réseau de détail.

L'augmentation d'un exercice à l'autre du total du passif de 1 655 millions de dollars est principalement attribuable aux éléments suivants :

- une augmentation nette de la dette de 1 102 millions de dollars résultant de deux émissions de titres de créance au cours du trimestre, soit une émission de titres de créance pour un montant de 500 millions par Glacier et une émission de débentures pour un montant de 350 millions par CT REIT, ainsi qu'une émission antérieure de titres de créance pour un montant de 500 millions par Glacier au troisième trimestre de 2014, ce qui a été partiellement compensé par le remboursement de billets à moyen terme pour un montant de 300 millions au trimestre considéré;
- une hausse des autres passifs à long terme de 558,5 millions de dollars principalement attribuable à l'instrument financier rachetable émis dans le cadre de la vente d'une participation de 20 pour cent dans les activités des Services Financiers en 2014.

Le total de l'actif a augmenté de 338,6 millions de dollars par rapport au 3 janvier 2015, principalement en raison des éléments suivants :

- une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 414 millions de dollars (pour plus de détails, veuillez vous reporter à la section 5.2);
- une hausse des stocks de marchandises de 145,5 millions de dollars, principalement stimulée par l'augmentation des stocks au sein de toutes les bannières afin de soutenir la croissance des ventes dans les magasins semblables et l'accroissement des assortiments, ainsi qu'en préparation des saisons d'automne et d'hiver à venir;

partiellement contrebalancées par :

- une diminution des créances clients et autres débiteurs de 216,5 millions de dollars liée à la nature saisonnière des livraisons aux marchands et aux franchisés de Mark's et de FGL Sports.

Le total du passif a augmenté de 309,2 millions de dollars par rapport au 3 janvier 2015, principalement en raison de l'augmentation nette de la dette liée aux billets de Glacier et aux débentures de CT REIT, partiellement contrebalancée par le remboursement de billets à moyen terme de Glacier et la réduction des dettes fournisseurs et autres créditeurs.

Pour obtenir les détails du bilan, veuillez vous reporter aux bilans consolidés résumés figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés du deuxième trimestre de 2015.

5.2. Sommaire des flux de trésorerie

La position de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, déduction faite de la dette bancaire, s'établissait à 1 065,6 millions de dollars au 4 juillet 2015.

Les tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie de la Société pour les trimestres clos le 4 juillet 2015 et le 28 juin 2014 sont présentés ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014 ¹	Variation	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014 ¹	Variation
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les éléments suivants :	264,1 \$	265,8 \$	(1,7) \$	400,6 \$	390,0 \$	10,6 \$
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	384,7	286,7	98,0	(117,5)	(27,6)	(89,9)
Variation des créances sur prêts	(98,8)	(246,2)	147,4	81,9	(98,6)	180,5
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	550,0	306,3	243,7	365,0	263,8	101,2
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement avant les éléments suivants :	(180,3)	(163,1)	(17,2)	(365,2)	(382,3)	17,1
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	105,4	184,5	(79,1)	215,5	442,5	(227,0)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(74,9)	21,4	(96,3)	(149,7)	60,2	(209,9)
Flux de trésorerie (affectés aux) activités de financement avant les éléments suivants :	(239,5)	(127,1)	(112,4)	(341,5)	(196,4)	(145,1)
Émission de titres d'emprunt à long terme	853,7	—	853,7	854,8	—	854,8
Remboursement sur la dette à long terme et de passifs résultant de contrats de location-financement	(305,2)	(458,6)	153,4	(310,8)	(462,7)	151,9
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	309,0	(585,7)	894,7	202,5	(659,1)	861,6
Flux de trésorerie générés (utilisés) au cours de la période	784,1 \$	(258,0) \$	1 042,1 \$	417,8 \$	(335,1)	752,9 \$

¹ Les données de l'exercice précédent ont été retraitées. Veuillez vous reporter à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

L'augmentation des flux de trésorerie générés au cours du trimestre de 1 042,1 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable aux éléments suivants :

- deux émissions de titres de créance au cours du trimestre : une émission de titres de créance pour un montant de 500 millions de dollars par Glacier et une émission de débentures pour un montant de 350 millions par CT REIT;
- des remboursements sur la dette moins élevés au cours de la période considérée;
- une croissance moins élevée du solde des créances sur prêts;

partiellement contrebalancés par :

- une diminution du produit des placements à court terme.

Pour ce qui est du cumul annuel, les flux de trésorerie générés au cours de la période ont augmenté de 752,9 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des éléments suivants :

- l'émission de titres de créance pour un montant de 500 millions de dollars par Glacier et l'émission de débentures pour un montant de 350 millions par CT REIT;
- des remboursements sur la dette moins élevés au cours de la période considérée;
- une croissance moins élevée du solde des créances sur prêts;

partiellement contrebalancés par :

- une diminution du produit des placements à court terme;
- les besoins accrus en fonds de roulement, principalement en raison de la baisse des dettes fournisseurs et de la hausse des stocks liée à l'augmentation des achats pour soutenir la croissance du réseau de magasins.

5.3 Gestion du capital

Afin de soutenir son plan de croissance et d'atteindre les buts fixés dans ses objectifs stratégiques, la Société gère son capital de façon active.

5.3.1 Objectifs en matière de gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans opérationnels et stratégiques;
- maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La conjoncture économique actuelle n'a pas amené la direction à modifier les objectifs de la Société en matière de gestion du capital.

5.3.2 Capital sous gestion

Le capital peut être défini de différentes façons selon l'entreprise et le secteur d'activité ainsi qu'à d'autres fins. La définition du capital de la Société est la même que celle donnée à la note 4 des états financiers annuels figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société, laquelle inclut la dette de Glacier, mais exclut la dette de Franchise Trust.

La Société surveille sa structure du capital en évaluant divers ratios, dont le ratio de la dette par rapport à la structure du capital et le ratio de la dette par rapport au bénéfice, et s'assure de sa capacité à s'acquitter du service de sa dette et à respecter ses autres obligations fixes en faisant un suivi de ses ratios de couverture des intérêts et autres charges fixes. Dans le cadre de ce processus, la direction calcule et surveille les paramètres de la dette nette ajustée consolidée, qui comprend la dette de Glacier, mais exclut celle de Franchise Trust. La section 8.3.2 du présent rapport de gestion présente le rapprochement de la dette nette ajustée de la Société au 4 juillet 2015 et des mesures définies par les PCGR.

La Société gère sa structure du capital de manière à conserver une notation du crédit de qualité supérieure accordée par deux agences de notation. La direction calcule ses ratios afin de simuler la méthode employée par les agences de notation du crédit et d'autres participants du marché sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces ratios en fonction des fourchettes cibles.

Au 4 juillet 2015 et au 28 juin 2014, la Société était conforme à toutes les clauses restrictives. En vertu de ces dernières, la Société dispose actuellement d'une souplesse suffisante pour financer la croissance des activités et maintenir ou modifier les taux des dividendes dans le cadre de la politique actuelle sur les dividendes. La Société s'est conformée à toutes les lignes directrices réglementaires concernant le capital établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF ») et à son processus interne d'évaluation de la suffisance du capital, utilisé pour atteindre ses objectifs se rapportant aux activités de la Banque, une banque à charte fédérale.

5.4 Liquidités et financement

La Société a une solide situation de trésorerie grâce à sa capacité d'avoir accès à de multiples sources de financement qui lui permettent de disposer des liquidités nécessaires pour atteindre ses objectifs stratégiques.

Des marges de crédit bancaire totalisant 1,5 milliard de dollars sont disponibles pour la Société en vertu d'une facilité de crédit syndiqué de cinq ans de 1,2 milliard arrivant à échéance en juillet 2019, et une tranche de 300 millions est disponible en vertu de conventions de crédit bilatérales arrivant à échéance en juin 2016. Des marges de crédit bancaire totalisant 200 millions de dollars sont disponibles pour CT REIT en vertu d'une facilité de crédit syndiqué renouvelable de quatre ans qui arrivait initialement à échéance en octobre 2017. Avec prise d'effet le 20 juillet 2015, la facilité de CT REIT a été prolongée et modifiée pour un engagement de cinq ans qui arrivera à échéance en juillet 2020. De plus, la Banque a une marge de crédit bancaire totalisant 250 millions de dollars et une facilité d'achat de billets de deux milliards à sa disposition pour l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par Glacier, qui arrivent toutes deux à échéance en octobre 2017.

À la fin du trimestre, la Société n'avait aucun papier commercial ni emprunt impayé en vertu de ses marges de crédit bancaire. Glacier avait 122,4 millions de dollars en papier commercial en cours et CT REIT n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire.

Le 9 juin 2015, CT REIT a conclu sa première émission de titres de créance visant à amasser un montant de 350 millions de dollars en débentures non garanties, en deux séries ; un montant en capital de 150 millions de débentures non garanties de premier rang de série A d'une durée de sept ans, arrivant à échéance en juin 2022, à un taux d'intérêt nominal de 2,85 pour cent par année, et un montant en capital de 200 millions en débentures non garanties de premier rang de série B d'une durée de dix ans, arrivant à échéance en juin 2025, à un taux d'intérêt nominal de 3,53 pour cent par année. Le produit net du placement de débentures a été utilisé par CT REIT pour racheter indirectement la série 1 de parts de société en commandite de catégorie C détenues par le secteur Détail, en vue de rembourser les montants impayés sur la facilité de crédit bancaire et aux fins générales de la Société. Standard & Poor's Ratings Services a attribué la notation de crédit de « BBB+ » aux débentures, et DBRS Limited leur a attribué la notation de crédit de « BBB (élevée) ».

Le 25 juin 2015, Glacier a effectué une émission de titres de créance pour un montant de 500 millions de dollars; des billets de premier rang pour un montant de 465 millions, à un taux d'intérêt nominal de 2,24 pour cent par année, et des billets subordonnés pour un montant de 35 millions, à un taux d'intérêt nominal de 3,24 pour cent par année. Ces deux séries de billets arrivent à échéance en septembre 2020. Le produit net des billets doit servir au financement préalable des billets d'un montant de 264,6 millions de dollars qui arrivent à échéance en novembre 2015, ainsi qu'à rembourser les emprunts intersociétés.

Au cours du trimestre, la Société a remboursé les billets à moyen terme d'un montant de 300 millions de dollars qui arrivaient à échéance le 1^{er} juin 2015 au moyen des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et du produit de 200 millions reçu de CT REIT lors du rachat de la série 1 de parts de société en commandite de catégorie C.

La section 7.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société présente une description détaillée des sources de financement et des notations du crédit de la Société, ainsi que des conditions du marché du crédit.

5.5 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de la Société pour les périodes closes le 4 juillet 2015 et le 28 juin 2014 sont présentées ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014
Immobilier ¹	56,9 \$	56,0 \$	87,9 \$	99,8 \$
Technologie de l'information	38,0	37,0	74,4	55,3
Autres dépenses d'exploitation	13,6	25,6	22,5	31,7
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation	108,5	118,6	184,8	186,8
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société ²	18,0	1,5	32,7	7,3
Capacité de distribution	35,0	12,0	61,4	12,0
Total des dépenses d'investissement³	161,5 \$	132,1 \$	278,9 \$	206,1 \$

¹ Les dépenses d'investissement liées à l'immobilier comprennent un montant de 17,7 millions de dollars lié aux 12 contrats de location d'immeubles, auparavant détenus par Target Canada, qui ont été acquis au cours du trimestre, et qui sont principalement comptabilisées à titre de créances à long terme et autres actifs dans les bilans consolidés résumés.

² En 2015, les dépenses d'investissement étaient principalement liées aux projets d'aménagement et d'intensification réalisés par CT REIT pour des immeubles loués au secteur Détail. Les dépenses d'investissement de la période correspondante de l'exercice précédent étaient principalement liées à l'acquisition d'un immeuble auprès d'un tiers.

³ Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Elles comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises et à la propriété intellectuelle.

Les dépenses d'investissement ont augmenté, passant de 132,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014 à 161,5 millions au deuxième trimestre de 2015, principalement en raison des dépenses liées à la capacité de distribution pour le centre de distribution de Bolton, dont la construction a commencé au printemps 2014. Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation, qui excluent les dépenses liées à la capacité de distribution additionnelle, les acquisitions effectuées par CT REIT et les aménagements liés à des tiers et à la Société, se sont établies à 108,5 millions de dollars, comparativement à 118,6 millions à l'exercice précédent.

Pour ce qui est du cumul annuel, la hausse des dépenses d'investissement de 72,8 millions de dollars résulte principalement des dépenses liées à la capacité de distribution pour le centre de distribution de Bolton ainsi que de l'augmentation des dépenses d'investissement liées aux initiatives de technologie de l'information, notamment la stratégie numérique de la Société. Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation, qui excluent les dépenses liées à la capacité de distribution additionnelle, les acquisitions effectuées par CT REIT et les aménagements liés à des tiers et à la Société, se sont établies à 184,8 millions de dollars, comparativement à 186,8 millions à la période correspondante de l'exercice précédent.

Engagements en capital

La Société avait des engagements d'environ 143,3 millions de dollars au 4 juillet 2015 (58,5 millions en 2014) liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Le 9 octobre 2014, dans le cadre de l'annonce de la stratégie triennale de croissance de la Société, celle-ci a annoncé qu'elle s'attend à engager des dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles moyennes d'environ 575 millions de dollars de l'exercice 2015 à l'exercice 2017, ce qui comprend d'importants nouveaux investissements dans les technologies numériques et un investissement continu dans le réseau de magasins de la Société. Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles moyennes ne comprennent pas les dépenses liées à la nouvelle capacité de centre de distribution ni les immeubles acquis de tiers par CT REIT.

Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation en 2015 devraient se situer entre 600 millions de dollars et 625 millions, principalement en raison des dépenses accrues pour l'expansion du réseau de détail, notamment la stratégie de croissance de FGL Sports, et des investissements considérables dans les initiatives numériques et technologiques. La Société s'attend à engager des dépenses d'investissement liées à la capacité de distribution additionnelle dans une fourchette de 175 millions de dollars à 200 millions en 2015. Ces montants ne comprennent pas le coût des acquisitions d'immeubles de tiers par CT REIT dans le cadre de sa stratégie de croissance.

Mise à jour sur les lignes directrices en matière de dépenses d'investissement

Bien que la Société demeure en bonne voie de respecter son objectif en matière de dépenses d'investissement pour 2015 annoncé précédemment qui se situe dans la fourchette de 600 millions de dollars à 625 millions, elle s'attend maintenant à ce que la moyenne annuelle sur trois ans des dépenses d'investissement liées à l'exploitation, de 2015 à 2017, augmente pour passer de 575 millions à un montant situé entre 600 millions et 625 millions en raison de la hausse des dépenses d'investissement liées aux projets immobiliers pour l'acquisition de 12 contrats de location auparavant détenus par Target Canada au cours du trimestre.

5.6 Obligations contractuelles, garanties et engagements

La Société fait appel à diverses sources afin d'assurer le financement des dépenses d'investissement, des besoins en fonds de roulement, du versement de dividendes et d'autres besoins financiers, comme les remboursements sur la dette et les rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. De plus, la Société a diverses obligations liées aux contrats de location-financement, aux contrats de location simple et aux achats. Veuillez vous reporter à la section 7.3.1.1 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour une description des obligations contractuelles au 3 janvier 2015. Les obligations contractuelles en cours n'ont connu aucun changement important par rapport à celles relevées à la fin de l'exercice, à part celles qui sont décrites dans le présent document. Au 4 juillet 2015, la Société était d'avis qu'elle disposait des liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses obligations contractuelles.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut plusieurs ententes pouvant comporter certaines caractéristiques qui correspondent à la définition d'une garantie et d'autres engagements d'indemnisation à des contreparties dans le cadre de diverses transactions, qui prévoient que la Société indemnise les contreparties de certains montants et frais engagés. Pour une analyse des garanties et des engagements importants de la Société, veuillez vous reporter à la note 37 des états financiers consolidés annuels figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux garanties et engagements mentionnés ci-dessus est présentée à la note 5 des états financiers consolidés annuels figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société. Les garanties et engagements n'ont connu aucun changement important par rapport à ceux relevés à la fin de l'exercice, à part ceux qui sont décrits dans le présent document.

6. Capitaux propres

6.1 Actions en circulation

(en millions de dollars canadiens)	4 juillet 2015	28 juin 2014 ¹	3 janvier 2015
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (3 423 366 au 28 juin 2014; 3 423 366 au 3 janvier 2015)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
72 803 253 actions de catégorie A sans droit de vote (75 482 607 au 28 juin 2014; 74 023 208 au 3 janvier 2015)	687,4	705,5	695,3
	687,6 \$	705,7 \$	695,5 \$

¹ Veuillez vous reporter à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour plus d'information sur le changement de méthode comptable.

Le 26 février 2015, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de quatre millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2015 et le 1^{er} mars 2016 (l'« offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015 »).

Au 4 juillet 2015, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015, la Société avait racheté 1 249 300 actions de catégorie A sans droit de vote au coût de 164,4 millions de dollars, dont 29 345 actions avaient été rachetées à des fins d'antidilution (3,8 millions) et 1 219 955 actions avaient été rachetées en dehors du cadre de la politique d'antidilution (160,6 millions).

Le 9 octobre 2014, la Société a annoncé son intention de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant de 400 millions de dollars, en plus du nombre d'actions requis à des fins d'antidilution, d'ici la fin de 2015. Au 4 juillet 2015, la Société avait racheté des actions pour un montant de 244,3 millions de dollars aux fins de cet engagement, de sorte qu'il reste un montant de 155,7 millions pour racheter des actions d'ici la fin de l'exercice.

6.2 Dividendes

La Société a déclaré des dividendes payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires au taux de 0,525 \$ par action, payables le 1^{er} décembre 2015 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 octobre 2015. Le dividende est considéré comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt.

6.3 Contrats dérivés sur actions

La Société conclut des contrats dérivés sur actions pour compenser partiellement son exposition aux fluctuations des charges liées aux options sur actions et aux régimes d'octroi d'unités d'actions au rendement. Les dérivés sur actions couramment utilisés par la Société comprennent les swaps sur rendement total, les contrats à livrer sur actions à taux variable et les contrats à livrer sur actions à taux fixe.

Aucun contrat dérivé sur actions n'a été conclu ni réglé au cours du deuxième trimestre de 2015.

7. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement à l'état des vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées dans la section 8 du rapport de gestion qui figure dans le Rapport annuel 2014 de la Société. La Société s'attend à régler certaines questions fiscales qui font l'objet d'un audit d'ici la fin de 2015.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.
--

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015, l'impôt sur le résultat s'est établi à 70,5 millions de dollars (67,8 millions en 2014) et à 106,5 millions (95,8 millions en 2014), respectivement. Le taux d'imposition effectif pour la période de 13 semaines close le 4 juillet 2015 est demeuré inchangé pour s'établir à 27,5 pour cent (27,5 pour cent en 2014), principalement en raison de la hausse des taux d'imposition prévus par la loi et de la charge liée aux options sur actions non déductible qui ont été totalement compensées par les économies d'impôt réalisées à la cession d'immobilisations au cours du trimestre. Le taux d'imposition effectif pour la période de 26 semaines close le 4 juillet 2015 a augmenté pour s'établir à 28 pour cent (27,3 pour cent en 2014), principalement en raison de la hausse de la charge liée aux options sur actions non déductible et des taux d'imposition prévus par la loi, ce qui a été partiellement compensé par les économies d'impôt réalisées à la cession d'immobilisations.

8. Méthodes et estimations comptables et mesures non définies par les PCGR

8.1 Estimations comptables critiques

La Société estime certains des montants reflétés dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés en se servant de modèles financiers détaillés fondés sur des résultats antérieurs, des tendances actuelles et d'autres hypothèses qui sont censées être raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction est d'avis que les méthodes et les estimations comptables présentées en détail aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels n'exigent pas que la direction formule des hypothèses sur des questions comportant un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, aucune des estimations n'est considérée comme une « estimation comptable critique » telle qu'elle est définie dans l'Annexe 51-102A1 publiée par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, exception faite des éléments présentés ci-après.

De l'avis de la Société, les provisions pour perte de valeur relative aux créances des Services Financiers sont considérées comme une « estimation comptable critique ». Les pertes au titre des prêts douteux sont comptabilisées lorsqu'il existe une indication objective qu'une dépréciation du portefeuille de prêts est survenue. Les provisions pour perte de valeur sont calculées pour des prêts distincts et pour des groupes de prêts évalués collectivement. Toutes les créances sur prêts importantes à titre individuel sont soumises à un test de dépréciation spécifique. Les créances sur prêts qui ne sont pas importantes à titre individuel sont soumises collectivement à un test de dépréciation, dans le cadre duquel les créances sur prêts assorties de risques similaires sont regroupées. La Société utilise un modèle de taux graduel qui a recours à une analyse statistique des données historiques, aux indicateurs économiques et à l'expérience en matière de défaut pour estimer le nombre de prêts qui seront radiés ultérieurement. Le comportement futur des clients peut être influencé par certains facteurs, notamment la variation des taux d'intérêt ou de chômage et les changements à la structure de programmes. La perte estimative correspond à l'écart entre la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimatifs, actualisée au taux d'intérêt effectif initial du portefeuille, et la valeur comptable de ce dernier. Les taux de défaut, les taux de perte et l'échéancier prévu des recouvrements futurs sont comparés régulièrement aux résultats réels afin de s'assurer qu'ils demeurent pertinents.

8.2 Changements de méthodes comptables

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées et elles devraient avoir une incidence sur la Société, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 2 janvier 2016 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Instrument financiers

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instrument financiers* (« IFRS 9 »), qui rassemble les phases de classement et d'évaluation, de perte de valeur et de comptabilité de couverture du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »).

Classement et évaluation – Les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Les passifs financiers sont classés de façon semblable aux termes d'IAS 39, sauf que dans le cas des passifs financiers évalués à la juste valeur, les variations de la juste valeur découlant des modifications relatives au risque de crédit de l'entité sont présentées dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat net, à moins que cela n'entraîne une non-concordance comptable.

Perte de valeur – L'évaluation de la perte de valeur des actifs financiers est fondée sur un modèle des pertes sur créances attendues. Il n'est plus nécessaire qu'un événement déclencheur se produise avant de comptabiliser les pertes sur créances. IFRS 9 prévoit également de nouvelles obligations d'information concernant les pertes sur créances attendues et le risque de crédit.

Comptabilité de couverture – Le nouveau modèle harmonise la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques entreprises par des entités pour couvrir leur exposition aux risques financiers et non financiers, en prévoyant plus d'occasions d'appliquer la comptabilité de couverture afin de tenir compte des activités de gestion des risques réelles.

IFRS 9 doit être appliquée de façon rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence potentielle de cette norme.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle* (« IFRIC 13 »), ainsi que diverses autres interprétations liées aux produits. IFRS 15 prévoit un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats compris dans le champ d'application des normes sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. IFRS 15 comporte également des obligations d'information améliorées. IFRS 15 doit être appliquée de façon rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence potentielle de cette norme.

Initiative concernant les informations à fournir

En décembre 2014, l'IASB a publié *Initiative concernant les informations à fournir (modifications d'IAS 1)* dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir de l'IASB. Ces modifications encouragent les entités à avoir recours au jugement professionnel à l'égard des informations à fournir et de la présentation dans leurs états financiers. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

8.3 Mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières additionnelles non définies par les PCGR

La Société utilise certaines mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières non définies par les PCGR et elle estime que celles-ci fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de la Société, pour les raisons décrites ci-dessous.

Certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR; elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures présentées par d'autres sociétés ouvertes sous des intitulés semblables et ne doivent pas être considérées en remplacement des autres mesures financières définies conformément aux PCGR.

8.3.1 Mesures clés de rendement opérationnel

Ventes au détail

Les ventes au détail font référence à la valeur au point de vente (par exemple, à la caisse enregistreuse) de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands, les magasins franchisés Mark's et FGL Sports, les magasins exploités par des détaillants de la Division pétrolière et les succursales de toutes les bannières de détail, des services fournis par les Services résidentiels ainsi que par l'entremise du réseau de ventes en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

Les produits, qui sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, sont principalement tirés de la vente de biens aux marchands et aux franchisés Mark's et FGL Sports, des ventes d'essence par l'entremise de détaillants de la Division pétrolière, de la vente de marchandises aux clients de détail dans les succursales des bannières Mark's, PartSource et FGL Sports, de la vente de services par les Services résidentiels, de la vente de marchandises aux clients par l'entremise d'INA, une filiale de FGL Sports exerçant des activités de commerce interentreprises, et des ventes réalisées par l'entremise du réseau de ventes en ligne de la Société, ainsi que des intérêts, des frais de service, des commissions d'interchange et d'autres frais, et des produits d'assurance vendus aux détenteurs

de cartes de crédit dans le secteur Services Financiers, de même que des loyers payés par des locataires tiers dans le secteur CT REIT.

Les définitions des ventes des bannières du secteur Détail se trouvent dans les notes de bas de page du tableau figurant à la section 4.2.1 du présent rapport de gestion.

La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail; ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée.

Ventes dans les magasins semblables

Les ventes dans les magasins semblables sont une mesure qu'utilise la direction, et la mesure la plus communément utilisée dans le secteur du commerce de détail pour déterminer la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et éliminer l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins. En ce qui concerne les magasins Canadian Tire, le calcul ne prend pas en compte les magasins qui ont été rénovés, remplacés ou agrandis et pour lesquels la variation de la superficie dépasse 25 pour cent de la superficie du magasin initial, mais comprend les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins un an et une semaine. Pour ce qui est de Mark's et de FGL Sports, les ventes dans les magasins semblables comprennent les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins le début du mois correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, afin de mieux refléter la façon dont la Société gère ses activités, la définition des ventes dans les magasins semblables chez Mark's et FGL Sports a été mise au point afin de tenir compte des magasins qui ouvrent au début du mois correspondant, plutôt qu'au début du trimestre correspondant. Les données relatives à la croissance des ventes dans les magasins semblables de la période correspondante de l'exercice précédent n'ont pas été retraitées puisque l'incidence n'était pas importante. De l'information additionnelle sur les ventes dans les magasins semblables de Canadian Tire, de Mark's et de FGL Sports est présentée à la section 4.2.1 du présent rapport de gestion.

Ventes par pied carré

La direction et les investisseurs ont recours à la comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes afin de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société rend plus productive l'utilisation des actifs existants. Les ventes par pied carré de Canadian Tire, de Mark's et de FGL Sports sont définies à la section 4.2.1 du présent rapport de gestion, de même que dans le glossaire figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société.

Rendement du capital investi dans les activités de détail

La Société estime que le rendement du capital investi est utile pour évaluer le rendement du capital investi dans ses actifs de détail. Au quatrième trimestre de 2014, la direction a modifié la définition du rendement du capital investi afin d'isoler les participations dans CT REIT et dans les Services Financiers et leur incidence sur le secteur Détail, de façon à ce que la mesure du rendement du capital investi dans les activités de détail constitue une donnée pure des activités de détail. Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé en divisant le bénéfice tiré des activités de détail sur 12 mois par le capital moyen investi. Le bénéfice tiré des activités de détail est défini comme étant le bénéfice après impôt du secteur Détail, excluant les charges d'intérêts, le bénéfice intersectoriel, les paiements minimaux au titre de la location et les participations ne donnant pas le contrôle. Le capital investi moyen est défini comme étant le total des actifs du secteur Détail, incluant les contrats de location simple inscrits à l'actif en fonction d'un facteur de huit, moins les passifs courants et les soldes intersectoriels du secteur Détail pour l'exercice en cours et l'exercice précédent. Une aspiration à l'égard du rendement du capital investi du secteur Détail a été incluse dans les aspirations financières de la Société.

Rendement des créances

Le rendement des créances est utilisé par la direction pour évaluer la rentabilité de l'ensemble du portefeuille de créances des Services Financiers. Le rendement des créances est calculé au moyen de la division du bénéfice avant impôt et des profits/des pertes à la cession d'immobilisations corporelles par le total du portefeuille géré moyen sur une période de 12 mois. Une aspiration à l'égard du rendement des créances a été incluse dans les aspirations financières de la Société.

8.3.2 Mesures financières non définies par les PCGR

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice consolidé avant impôt, charges financières nettes, amortissements et variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable, ou le BAIIA ajusté, avec le bénéfice net, qui est une mesure définie par les PCGR présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 4 juillet 2015 et le 28 juin 2014. La direction utilise le BAIIA ajusté comme mesure supplémentaire pour évaluer le rendement de ses activités courantes et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris les dépenses d'investissement de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014
BAIIA ajusté	384,4 \$	374,6 \$	629,7 \$	587,0 \$
Variation de la juste valeur des (produits)/charges lié(e)s à l'instrument financier rachetable	—	—	—	—
BAIIA				
moins :	384,4 \$	374,6 \$	629,7 \$	587,0 \$
Amortissements ¹	105,0	87,9	202,4	172,6
Charges financières nettes	22,7	40,0	46,3	64,1
Bénéfice avant impôt	256,7 \$	246,7 \$	381,0 \$	350,3 \$
Impôt sur le résultat	70,5	67,8	106,5	95,8
Taux d'imposition effectif	27,5 %	27,5 %	28,0 %	27,3 %
Bénéfice net	186,2 \$	178,9 \$	274,5 \$	254,5 \$

¹ Comprend un montant présenté dans les coûts des activités génératrices de produits de 2,2 millions de dollars au trimestre considéré (3,2 millions en 2014) et de 4,4 millions pour le cumul annuel du deuxième trimestre de 2015 (3,2 millions pour le cumul annuel du deuxième trimestre de 2014).

BAIIA du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, charges financières nettes et amortissements, ou le BAIIA, du secteur Détail avec le bénéfice avant impôt, qui est une mesure supplémentaire définie par les PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés annuels pour les périodes closes le 4 juillet 2015 et le 28 juin 2014.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014
BAIIA	230,3 \$	231,5 \$	319,3 \$	311,9 \$
moins :				
Amortissements ¹	87,9	71,8	166,2	140,9
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(10,4)	10,1	(19,4)	4,8
Bénéfice avant impôt	152,8 \$	149,6 \$	172,5 \$	166,2 \$

¹ Comprend un montant présenté dans les coûts des activités génératrices de produits de 2,2 millions de dollars au trimestre considéré (3,2 millions en 2014) et de 4,4 millions pour le cumul annuel du deuxième trimestre de 2015 (3,2 millions pour le cumul annuel du deuxième trimestre de 2014).

Bénéfice net normalisé et bénéfice net par action normalisé

Au cours de l'exercice précédent, les résultats d'exploitation de la Société ont inclus des éléments non liés à l'exploitation. La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net attribuable aux propriétaires de la Société et le bénéfice net par action de base attribuable aux propriétaires de la Société, qui sont des mesures définies par les PCGR, pour ces éléments non liés à l'exploitation est une méthode utile permettant d'évaluer le rendement opérationnel sous-jacent de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net normalisé attribuable aux propriétaires de la Société et du bénéfice par action de base et dilué normalisé attribuable aux propriétaires de la Société avec les mesures définies par les PCGR correspondantes.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T2 2015		T2 2014		Cumul annuel T2 2015		Cumul annuel T2 2014	
	BPA		BPA		BPA		BPA	
Bénéfice net/bénéfice par action de base attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire suit :	166,0 \$	2,16 \$	169,9 \$	2,14 \$	234,5 \$	3,04 \$	240,5 \$	3,02 \$
Ajouter (déduire) l'incidence de ce qui suit:								
Remboursement de billets à moyen terme	—	—	15,0	0,18	—	—	15,0	0,18
Incidence fiscale des éléments normalisés	—	—	(4,1)	(0,05)	—	—	(4,1)	(0,05)
Bénéfice net ajusté/bénéfice par action de base ajusté attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire	166,0 \$	2,16 \$	180,8 \$	2,27 \$	234,5 \$	3,04 \$	251,4 \$	3,15 \$
Bénéfice net ajusté/bénéfice par action dilué ajusté attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire	166,0 \$	2,15 \$	180,8 \$	2,26 \$	234,5 \$	3,02 \$	251,4 \$	3,13 \$

Bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt normalisé du secteur Détail avec la mesure définie par les PCGR supplémentaire la plus semblable.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014
Bénéfice avant impôt	152,8 \$	149,6 \$	172,5 \$	166,2 \$
Ajouter (déduire) l'incidence de ce qui suit :				
Remboursement de billets à moyen terme	—	15,0	—	15,0
Bénéfice avant impôt ajusté	152,8 \$	164,6 \$	172,5 \$	181,2 \$

Dettes nettes ajustées

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de la dette nette ajustée avec les mesures définies par les PCGR présentées dans les états financiers aux dates de clôture indiquées. La Société est d'avis que la dette nette ajustée est pertinente pour évaluer le montant du levier financier utilisé.

La Société calcule la dette comme la somme de la dette à court terme et de la dette à long terme, des dépôts à court et à long terme et de certains autres emprunts à court terme. La Société calcule la dette ajustée comme la dette moins la dette intersociétés et les actifs liquides.

Au 4 juillet 2015 (en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dette nette consolidée				
Dette bancaire	10,5 \$	2,2 \$	— \$	8,3 \$
Dépôts à court terme	815,5	—	—	815,5
Dépôts à long terme	1 395,9	—	—	1 395,9
Emprunts à court terme	122,4	—	—	122,4
Tranche à court terme de la dette à long terme	287,7	21,8	1,3	264,6
Dette à long terme	2 974,0	676,8	404,6	1 892,6
Dette	5 606,0	700,8	405,9	4 499,3
Actifs liquides ¹	(1 450,7)	(1 105,3)	(46,7)	(298,7)
Dette (trésorerie) nette	4 155,3	(404,5)	359,2	4 200,6
Dette intersociétés	—	(1 728,7)	1 666,1	62,6
Dette (trésorerie) nette ajustée	4 155,3 \$	(2 133,2) \$	2 025,3 \$	4 263,2 \$

¹ Les actifs liquides comprennent la trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Au 28 juin 2014 (en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dette nette consolidée				
Dette bancaire	68,7 \$	48,5 \$	— \$	20,2 \$
Dépôts à court terme	978,9	—	—	978,9
Dépôts à long terme	1 266,8	—	—	1 266,8
Emprunts à court terme	200,9	79,9	—	121,0
Tranche à court terme de la dette à long terme	318,7	317,9	—	0,8
Dette à long terme	1 841,0	680,7	—	1 160,3
Dette	4 675,0	1 127,0	—	3 548,0
Actifs liquides ^{1, 2}	(563,1)	(239,4)	(9,8)	(313,9)
Dette (trésorerie) nette	4 111,9	887,6	(9,8)	3 234,1
Dette intersociétés	— \$	(2 519,8) \$	1 847,3 \$	672,5 \$
Dette (trésorerie) nette ajustée	4 111,9 \$	(1 632,2) \$	1 837,5 \$	3 906,6 \$

¹ Les actifs liquides comprennent la trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

² Les actifs liquides des Services Financiers ont été retraités pour tenir compte des exigences en matière de ratio de couverture par les liquidités du BSIF qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Mesures financières de CT REIT non définies par les PCGR

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'entend des produits locatifs ayant un effet de trésorerie tirés des immeubles de placement moins les charges d'exploitation liées aux immeubles. Le bénéfice d'exploitation net est utilisé comme un indicateur clé du rendement, puisqu'il s'agit d'une mesure contrôlée par la direction.

CT REIT évalue son rendement en comparant le rendement du portefeuille, ajusté pour tenir compte de l'incidence des éléments non liés à l'exploitation et des acquisitions au cours de l'exercice considéré. Le tableau suivant présente le lien entre le bénéfice d'exploitation net et les produits tirés des immeubles ainsi que les charges liées aux immeubles, calculés conformément aux PCGR, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés résumés de résultat et de résultat global pour le trimestre.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014
Produits tirés des immeubles	93,3 \$	83,4 \$	185,7 \$	166,1 \$
Moins :				
Charges liées aux immeubles	21,5	17,7	43,1	35,6
Ajustement des produits locatifs comptabilisés de façon linéaire	6,5	7,0	12,9	13,9
Ajouter :				
Ajustement de la charge au titre des baux fonciers comptabilisée de façon linéaire	—	—	0,1	0,1
Bénéfice d'exploitation net	65,3 \$	58,7 \$	129,8 \$	116,7 \$

Flux de trésorerie liés aux opérations

CT REIT calcule ses flux de trésorerie liés aux opérations conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada sur les flux de trésorerie liés aux opérations pour les IFRS, qui a été publié en avril 2014. Le livre blanc avait pour objectifs de fournir aux émetteurs assujettis et aux investisseurs de meilleures lignes directrices quant à la définition des flux de trésorerie liés aux opérations et de favoriser une présentation d'informations plus uniforme parmi les émetteurs assujettis.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations fournissent une mesure du rendement opérationnel qui, dans le cadre d'une comparaison d'une période à l'autre, illustre l'incidence sur l'exploitation des tendances en matière de taux d'occupation, de taux de location, de charges d'exploitation et d'impôts fonciers, des activités d'acquisition et des charges d'intérêts, et offrent une perspective à l'égard de la performance financière que ne révèle pas nécessairement le bénéfice net établi conformément aux IFRS. Les flux de trésorerie liés aux opérations s'ajoutent aux éléments du bénéfice net qui ne découlent pas des activités d'exploitation, comme les ajustements à la juste valeur. Cependant, les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les produits sans effet de trésorerie relatifs à la comptabilisation des produits locatifs calculés de façon linéaire et ne présentent aucune déduction au titre des dépenses d'investissement récurrentes nécessaires au maintien des flux de rentrées existants.

Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure supplémentaire de rendement opérationnel largement utilisée dans le secteur immobilier pour évaluer la capacité d'une entité à verser des distributions. La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure efficace pour établir les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation après satisfaction des besoins en fonds de roulement, qui sont désignés comme les « dépenses au titre de la préservation de la capacité de production ».

CT REIT calcule les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés en ajustant les flux de trésorerie liés aux opérations en fonction d'éléments sans effet de trésorerie des produits et des charges, comme l'amortissement des produits locatifs comptabilisés de façon linéaire. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont également ajustés pour tenir compte d'une réserve au titre de la préservation de la capacité de production nécessaire au maintien de l'infrastructure des immeubles et des produits tirés des immeubles, de même que pour tenir compte des coûts de location directs. Les dépenses d'investissement liées aux immeubles ne sont pas engagées uniformément au cours de l'exercice. Les réserves au titre des capitaux liés aux immeubles dont on tient compte dans le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés visent à refléter un niveau de dépenses annuelles moyen.

Le tableau suivant présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés avec le bénéfice avant impôt selon les PCGR, tels qu'il est présenté dans les comptes consolidés résumés de résultat et de résultat global pour le trimestre.

(en millions de dollars canadiens)	T2 2015	T2 2014	Cumul annuel T2 2015	Cumul annuel T2 2014
Bénéfice avant impôt	57,3 \$	45,7 \$	112,8 \$	215,4 \$
Ajustement à la juste valeur des immeubles de placement	(9,2)	(2,8)	(17,8)	(129,8)
Impôt différé	(0,1)	—	0,3	—
Juste valeur des attributions de titres de capitaux propres	(0,1)	—	—	—
Flux de trésorerie liés aux opérations	47,9	42,9	95,3	85,6
Ajustement des produits locatifs tirés des immeubles comptabilisés de façon linéaire	(6,5)	(7,0)	(12,9)	(13,9)
Ajustement de la charge au titre des baux fonciers comptabilisée de façon linéaire	—	—	0,1	0,1
Réserve au titre des dépenses d'investissement	(4,2)	(3,7)	(8,4)	(7,3)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	37,2 \$	32,2 \$	74,1 \$	64,5 \$

9. Gestion des risques d'entreprise

La Société suit une approche stratégique à l'égard de la gestion des risques en accord avec son programme de gestion des risques d'entreprise (« programme de GRE ») afin de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires et la marque de la Société. Le programme de GRE de la Société permet l'identification, la quantification, le suivi et l'intégration des risques. De plus, la protection et la valorisation de la marque et de la réputation de la Société sont des aspects essentiels de la gestion efficace de chacun des risques principaux.

Le programme de GRE fournit une approche intégrée de gestion des risques qui soutient les stratégies et les objectifs de la Société. Il est décrit en détail aux sections 10 et 10.2 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société.

La Société continue d'élaborer des processus sous-jacents et des outils pour le programme de GRE, tout en améliorant les processus et les outils existants, qui permettent l'identification, l'évaluation, le suivi et la présentation des risques importants au sein de la Société. La direction examine les risques de façon continue et n'a identifié aucun nouveau risque principal au cours du deuxième trimestre de 2015.

10. Contrôles et procédures

Les renseignements détaillés sur les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière sont présentés à la section 11 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société.

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 4 juillet 2015, il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

11. Responsabilité sociale et environnementale

11.1 Aperçu

La Société intègre des pratiques commerciales responsables et durables dans ses valeurs, ses activités et sa stratégie. Les prochaines sections présentent des renseignements sur des initiatives, des politiques et des programmes sociaux et environnementaux sélectionnés relatifs aux activités commerciales de la Société.

11.2 Responsabilité sociale : activités caritatives

L'esprit caritatif de la Société se traduit par le travail de Bon départ de Canadian Tire. Bon départ de Canadian Tire aide les jeunes de familles financièrement défavorisées à participer à des activités sportives et récréatives et, ce faisant, à acquérir des aptitudes sociales dont ils bénéficieront toute leur vie. L'organisme caritatif aide les demandeurs admissibles en contribuant aux frais d'inscription, à l'achat d'équipement et au transport. Par l'intermédiaire de ses 332 sections actives, Bon départ de Canadian Tire a financé les frais dans le cadre de ce programme pour plus de 963 698 enfants depuis son lancement en 2005.

En 2015, Bon départ de Canadian Tire, grâce au soutien de la Société, de ses fournisseurs, de ses employés et de ses clients, a recueilli plus de 13,7 millions de dollars à l'échelle du Canada, permettant à plus de 71 000 enfants de participer à des activités sportives et récréatives.

11.3 Responsabilité sociale : soutien à la communauté

La Société a toujours eu à cœur d'aider les Canadiens à profiter de la vie au Canada. Les entreprises de la famille Canadian Tire sont fières de soutenir des initiatives locales, qui sont menées au sein de toutes les bannières au moyen d'un soutien communautaire et organisationnel, comme le soutien au sport amateur, les programmes de prévention des blessures et le secours en cas de catastrophe.

11.4 Responsabilité sociale : pratiques responsables en matière d'approvisionnement

La Société a mis en place un Code d'éthique professionnelle à l'intention de ses fournisseurs (le « Code »), qui établit les principes et les pratiques en matière d'éthique professionnelle; la Société attend de ses fournisseurs de biens et de services qu'ils exercent leurs activités en conformité avec ces principes et ces pratiques. Le Code aborde la corruption, le recours à la main-d'œuvre infantile, le travail forcé, la discrimination, la liberté d'association, les salaires et les avantages sociaux, les heures de travail, la santé et la sécurité, ainsi que les mesures disciplinaires. La Société atténue le risque lié à la conformité sociale en s'assurant que les fournisseurs signent le Code à titre d'entente, en effectuant des évaluations internes des fournisseurs et en retenant les services de tiers pour réaliser des audits des installations des fournisseurs. Lorsqu'il est nécessaire de mettre en œuvre un plan de mesures correctives, la Société travaille de concert avec les fournisseurs afin d'améliorer continuellement le rendement de l'usine. La Société se réserve le droit de mettre fin à une relation d'affaires avec tout fournisseur qui ne parvient pas à mettre en œuvre des mesures correctives ou qui refuse de respecter le Code. Pour plus d'information à ce sujet et pour consulter le Code d'éthique professionnelle à l'intention de ses fournisseurs, veuillez visiter le site

corp.canadiantire.ca/FR/ResponsabiliteSociale/ApprovisionnementResponsable/Pages/default.aspx.

11.5 Responsabilité environnementale

La stratégie en matière de développement durable de la Société soutient ses objectifs stratégiques. Il s'agit d'une stratégie d'innovation visant à réaliser des gains de productivité et à tirer des avantages économiques de l'amélioration de la performance environnementale et sociale grâce à l'intégration de mesures de durabilité au sein des activités commerciales. Par l'intermédiaire de sa stratégie en matière de développement durable, la Société vise à répondre aux besoins de ses clients, de ses collectivités, de ses employés et de ses actionnaires, tant aujourd'hui que dans l'avenir.

La stratégie en matière de développement durable de la Société repose sur quatre impératifs :

- optimiser la productivité : favoriser les améliorations à la chaîne de valeur des biens et des activités;
- faire preuve d'innovation : élaborer de meilleurs processus, biens et services et réinventer ceux qui existent déjà;
- rehausser la marque : protéger et rehausser les marques de nos bannières et la réputation de l'entreprise;
- stimuler l'engagement au sein de l'entreprise : mobiliser les employés en intégrant des pratiques de développement durable dans les activités commerciales quotidiennes.

La Société fera rapport sur les avantages tirés des initiatives de développement durable et sur son empreinte environnementale annuelle dans son Rapport annuel 2015.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez vous reporter à la section 12.3 du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société ou à nos rapports de performance en matière de développement durable de l'entreprise à l'adresse suivante : <http://corp.canadiantire.ca/FR/ResponsabiliteSociale/EnvironmentalSustainability/Pages/OurProgressReports.aspx>.

12. Déclarations prospectives et autres communications aux investisseurs

Mise en garde relative aux déclarations prospectives

Le présent document contient des déclarations de nature prospective qui sont fondées sur les attentes actuelles de la direction quant à diverses questions, comme la performance financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société. Les déclarations prospectives décrites ou intégrées par renvoi dans le présent document comprennent, sans s'y limiter, les affirmations concernant les éléments suivants :

- la stratégie de croissance et les aspirations financières sur trois ans de la Société pour les exercices 2015 à 2017, à la section 3.1;
- les impératifs et les objectifs stratégiques de 2015, à la section 3.2;
- les objectifs en matière de gestion de capital, à la sous-section 5.3.1;
- les liquidités et la disponibilité du financement, à la section 5.4;
- les dépenses d'investissement, à la section 5.5;
- les obligations contractuelles, les garanties et les engagements, à la section 5.6;
- les questions fiscales, à la section 7.

Les déclarations prospectives sont fournies afin de présenter de l'information sur les attentes et les projets actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société. Les lecteurs sont prévenus que ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

Toutes les déclarations ne portant pas sur des faits historiques qui figurent dans le présent document, y compris, mais sans s'y limiter, les déclarations ayant trait aux attentes de la direction en ce qui concerne les résultats et les perspectives futurs possibles ou hypothétiques, les objectifs et priorités stratégiques de la Société, ses actions et leurs résultats, de même que les perspectives économiques et commerciales pour la Société, peuvent constituer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives sont souvent, mais pas toujours, signalées par des mots tels que « pouvoir », « supposer », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « planifier », « perspective », « prévision », « anticiper », « aspirer », « prévoir », « continuer », « en cours » ou la forme négative de ces mots ou par des variantes similaires. Les déclarations prospectives reposent sur des hypothèses posées, des analyses ou des estimations faites et des avis et des opinions donnés par la direction à la lumière de son expérience et selon sa perception des tendances, de la situation actuelle et des faits futurs prévus ainsi que d'autres facteurs qu'elle estime appropriés et raisonnables à la date à laquelle ces déclarations sont faites.

Par leur nature, les déclarations prospectives obligent la direction à poser des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes intrinsèques, ce qui pourrait faire en sorte que les hypothèses, les analyses, les estimations, les avis et les opinions de la Société soient incorrects et que les attentes et les plans de la Société ne se réalisent pas. Les avis de la direction, qui pourraient s'avérer inexacts, comprennent, sans s'y limiter, les avis concernant l'efficacité de certaines mesures de rendement, les avis concernant les conditions actuelles et futures en matière de concurrence et la position de la Société par rapport à l'environnement concurrentiel, les avis concernant les capacités fondamentales de la Société et les avis concernant la capacité de la Société à disposer de liquidités suffisantes pour répondre à ses obligations contractuelles. Bien que la Société estime que les déclarations prospectives présentées dans ce document reposent sur des renseignements, des hypothèses et des avis qui sont actuels, raisonnables et complets, elles sont nécessairement assujetties à un certain nombre de facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes et des plans de la direction qui y sont exprimés. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société et dont elle peut difficilement prédire les répercussions, comprennent a) le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change, les risques opérationnels, le risque de liquidité et le risque de financement, y compris les changements de la conjoncture et les variations des taux d'intérêt et des taux d'imposition; b) la capacité de la Société à attirer et à conserver des employés pour toutes ses entreprises, des marchands, des détaillants de la Division pétrolière de Canadian Tire, ainsi que des franchisés Mark's et FGL Sports de grande qualité, ainsi que les ententes financières de la Société avec eux; c) la croissance de certaines activités et de certains secteurs du marché et la volonté des clients d'effectuer leurs achats dans les magasins de la Société ou de se procurer ses produits et services financiers; d) les marges et les ventes de la Société et celles de ses concurrents; e) les préférences changeantes des consommateurs envers le cybercommerce, la vente au détail en ligne et l'arrivée de nouvelles technologies; f) les risques et les incertitudes liés à la gestion de l'information, aux technologies, aux cybermenaces, à la gestion et à l'aménagement de biens, aux risques liés à l'environnement, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la sécurité des produits, aux modifications de nature législative et réglementaire, à la concurrence, à la saisonnalité, aux conditions météorologiques, aux prix des marchandises et à l'interruption des activités, aux relations de la Société avec les fournisseurs, les fabricants, les partenaires et les autres tiers et au changement des prises de position faisant autorité en comptabilité actuelles, le risque d'atteinte à la réputation des marques dont la Société fait la promotion et le coût de l'expansion du réseau de magasins et des conversions; et g) la structure du capital, la stratégie de financement, les programmes de contrôle des coûts et le cours des actions de la Société. La direction signale que la liste de facteurs et d'hypothèses qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société. Les investisseurs et les autres lecteurs sont priés de tenir compte des risques, des incertitudes, des facteurs et des hypothèses susmentionnés au moment d'évaluer les déclarations prospectives et sont prévenus de ne pas se fier indûment à celles-ci.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement des attentes actuelles, veuillez vous reporter aux sections 6.4.1.3, « Risques d'entreprise du secteur Détail », 6.4.2.3, « Risques d'entreprise du secteur CT REIT », 6.4.3.3, « Risques d'entreprise du secteur Services Financiers », et 10, « Gestion des risques d'entreprise », du rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société, ainsi qu'à toutes leurs sous-sections. Veuillez vous référer à la section 2.10, « Facteurs de risque », de la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2014, ainsi qu'aux autres documents publics déposés par la Société, disponibles en ligne sur le site de SEDAR (« Système électronique de données, d'analyse et de recherche »), à l'adresse www.sedar.com, et à l'adresse www.corp.canadiantire.ca.

Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'incidence des transactions, des éléments non récurrents ni des autres éléments inhabituels annoncés ou survenus après la date de présentation de ces déclarations sur les activités de la Société. Par exemple, elles ne reflètent pas l'incidence de toute cession, acquisition, réduction de valeur d'actifs ou autre charge annoncée ou engagée après que ces déclarations ont été formulées.

Les déclarations prospectives présentées dans ce document reflètent certains facteurs et hypothèses à la date des présentes. La Société ne s'engage pas à mettre à jour quelque énoncé prospectif que ce soit, verbal ou écrit, qu'elle peut formuler à l'occasion ou qui peut être fait en son nom, pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour un autre motif, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport de gestion ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie de ce rapport de gestion. Les références à des sites Web dans le présent rapport ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information, et à aucune autre fin.

Engagement en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs

La Société s'efforce de respecter des normes élevées en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs, et ses méthodes de publication de l'information financière ont été reconnues comme exemplaires. Reflet de l'engagement de la Société à fournir une information intégrale et transparente, la section Investisseurs du site Web de la Société, à l'adresse corp.canadiantire.ca/Fr/Investors, fournit toute l'information pertinente pour les investisseurs, notamment les documents suivants :

- le Rapport annuel;
- la notice annuelle;
- la circulaire d'information de la direction;
- les rapports trimestriels;
- les fiches d'information trimestrielles;
- les documents de référence sur les changements apportés à la présentation de l'information de la Société;
- les conférences téléphoniques diffusées sur le Web (archivées pendant un an).

Le Rapport annuel, la notice annuelle, la circulaire d'information de la direction et les rapports trimestriels de la Société sont également disponibles à l'adresse www.sedar.com.

Pour communiquer avec le service des relations avec les investisseurs, veuillez communiquer avec Lisa Greatrix au 416-480-8725 ou envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@cantire.com.

Le 13 août 2015

LA SOCIÉTÉ CANADIAN TIRE LIMITÉE

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2015

Bilans consolidés résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au 4 juillet 2015	Au 28 juin 2014 (note 18)	Au 3 janvier 2015
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 14)	1 076,1 \$	307,8 \$	662,1 \$
Placements à court terme	208,8	189,9	289,1
Créances clients et autres débiteurs	663,7	534,2	880,2
Créances sur prêts (note 6)	4 778,0	4 663,5	4 905,5
Stocks de marchandises	1 769,3	1 555,5	1 623,8
Impôt sur le résultat à recouvrer	66,2	38,5	31,9
Charges payées d'avance et dépôts	162,6	94,2	104,5
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	7,7	1,4	13,1
Total des actifs courants	8 732,4	7 385,0	8 510,2
Créances à long terme et autres actifs	743,2	686,2	684,2
Placements à long terme	165,8	65,4	176,0
Goodwill et immobilisations incorporelles	1 230,8	1 213,0	1 251,7
Immeubles de placement	130,6	110,5	148,6
Immobilisations corporelles	3 832,5	3 517,7	3 743,1
Impôt différé	56,5	55,4	39,4
Total de l'actif	14 891,8 \$	13 033,2 \$	14 553,2 \$
PASSIF			
Dette bancaire (note 14)	10,5 \$	68,7 \$	14,3 \$
Dépôts	815,5	978,9	950,7
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	1 794,5	1 705,6	1 961,2
Provisions	210,0	193,3	206,0
Emprunts à court terme	122,4	200,9	199,8
Emprunts	635,6	600,5	604,4
Impôt à payer	49,4	26,1	54,9
Tranche à court terme de la dette à long terme	287,7	318,7	587,5
Total des passifs courants	3 925,6	4 092,7	4 578,8
Provisions à long terme	43,4	40,0	44,1
Dette à long terme (note 7)	2 974,0	1 841,0	2 131,6
Dépôts à long terme	1 395,9	1 266,8	1 286,2
Impôt différé	97,1	99,0	93,9
Autres passifs à long terme	795,6	237,1	787,8
Total du passif	9 231,6	7 576,6	8 922,4
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 8)	687,6	705,7	695,5
Surplus d'apport	2,9	2,7	2,9
Cumul des autres éléments du résultat global	104,6	(7,2)	82,0
Bénéfices non distribués	4 076,4	4 467,7	4 075,1
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Canadian Tire	4 871,5	5 168,9	4 855,5
Participations ne donnant pas le contrôle	788,7	287,7	775,3
Total des capitaux propres	5 660,2	5 456,6	5 630,8
Total du passif et des capitaux propres	14 891,8 \$	13 033,2 \$	14 553,2 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014
Produits (note 10)	3 257,7 \$	3 166,1 \$	5 772,6 \$	5 739,2 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 11)	2 206,0	2 153,2	3 838,8	3 891,0
Marge brute	1 051,7	1 012,9	1 933,8	1 848,2
Autres (produits)	(10,0)	(18,1)	(16,8)	(16,6)
Frais de vente, généraux et administratifs (note 12)	782,3	744,3	1 523,3	1 450,4
Charges financières nettes (note 13)	22,7	40,0	46,3	64,1
Bénéfice avant impôt	256,7	246,7	381,0	350,3
Impôt sur le résultat	70,5	67,8	106,5	95,8
Bénéfice net	186,2 \$	178,9 \$	274,5 \$	254,5 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Propriétaires de la Société Canadian Tire	166,0 \$	169,9 \$	234,5 \$	240,5 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	20,2	9,0	40,0	14,0
	186,2 \$	178,9 \$	274,5 \$	254,5 \$
Bénéfice par action de base attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire	2,16 \$	2,14 \$	3,04 \$	3,02 \$
Bénéfice par action dilué attribuable aux propriétaires de la Société Canadian Tire	2,15 \$	2,12 \$	3,02 \$	2,99 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :				
De base	76 801 117	79 478 587	77 085 341	79 714 965
Dilué	77 283 625	80 095 905	77 629 222	80 323 762

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014
Bénéfice net	186,2 \$	178,9 \$	274,5 \$	254,5 \$
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :				
Couvertures de flux de trésorerie :				
(Perte) profit, déduction faite de l'impôt de 1,1 \$ et de 38,3 \$ (17,7 \$ et 4,2 \$ en 2014)	(1,9)	(49,7)	107,5	(9,8)
Reclassement du profit dans les actifs non financiers, déduction faite de l'impôt de 12,8 \$ et de 29,2 \$ (5,8 \$ et 15,1 \$ en 2014)	(37,3)	(16,3)	(82,8)	(43,8)
Reclassement du profit en résultat, déduction faite de l'impôt de 0,3 \$ et de 0,6 \$ (0,1 \$ et 0,3 \$ en 2014)	(0,8)	(0,4)	(1,6)	(0,9)
Actifs financiers disponibles à la vente :				
Perte, déduction faite de l'impôt de néant et de néant (néant et néant en 2014)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
Autres éléments du résultat global	(40,1)	(66,5)	23,0	(54,6)
Autres éléments du résultat global attribuables aux :				
Propriétaires de la Société Canadian Tire	(40,2) \$	(66,5) \$	22,6 \$	(54,6) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	0,1	—	0,4	—
	(40,1) \$	(66,5) \$	23,0 \$	(54,6) \$
Bénéfice global	146,1 \$	112,4 \$	297,5 \$	199,9 \$
Bénéfice global attribuable aux :				
Propriétaires de la Société Canadian Tire	125,8 \$	103,4 \$	257,1 \$	185,9 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	20,3	9,0	40,4	14,0
	146,1 \$	112,4 \$	297,5 \$	199,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 26 semaines closes	
	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014 (note 18)	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014 (note 18)
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	186,2 \$	178,9 \$	274,5 \$	254,5 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement (notes 11 et 12)	78,1	67,0	149,8	130,1
Charge d'impôt	70,5	67,8	106,5	95,8
Charges financières nettes	22,7	40,0	46,3	64,1
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)	26,9	20,9	52,6	42,5
Variations de la juste valeur des instruments dérivés (Profit) perte à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement, d'actifs détenus en vue de la vente, d'actifs incorporels et de résiliations de contrats de location	(5,5)	6,1	(4,0)	7,8
Intérêts versés	(10,9)	(12,4)	(13,5)	(12,7)
Intérêts reçus	(31,3)	(58,5)	(53,0)	(73,8)
Impôt payé	2,1	3,0	4,0	6,5
Autres	(79,5)	(50,2)	(169,0)	(133,0)
	4,8	3,2	6,4	8,2
	264,1	265,8	400,6	390,0
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres (note 14)	384,7	286,7	(117,5)	(27,6)
Variation des créances sur prêts	(98,8)	(246,2)	81,9	(98,6)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	550,0	306,3	365,0	263,8
Activités d'investissement				
Ajouts aux immobilisations corporelles et aux immeubles de placement	(95,8)	(77,0)	(192,6)	(152,4)
Ajouts aux immobilisations incorporelles	(14,6)	(47,3)	(41,0)	(73,8)
	(110,4)	(124,3)	(233,6)	(226,2)
Acquisition de placements à court terme	(54,5)	(27,0)	(115,0)	(154,5)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	105,4	184,5	215,5	442,5
Acquisition de placements à long terme	—	—	(10,1)	—
Produit de la cession de placements à long terme	—	—	—	7,6
Produit de la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'actifs détenus en vue de la vente	5,3	18,2	14,6	18,5
Créances à long terme et autres actifs	(17,4)	(20,9)	(17,8)	(18,7)
Autres	(3,3)	(9,1)	(3,3)	(9,0)
	35,5	145,7	83,9	286,4
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(74,9)	21,4	(149,7)	60,2
Activités de financement				
Dividendes versés	(38,6)	(33,2)	(77,3)	(66,6)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(4,6)	(4,4)	(27,0)	(8,9)
	(43,2)	(37,6)	(104,3)	(75,5)
(Remboursement net) émission nette de titres d'emprunt à court terme	(74,5)	80,2	(77,3)	80,5
Émission de titres d'emprunt	106,1	45,6	151,5	73,0
Remboursement de titres d'emprunt	(94,3)	(47,2)	(120,4)	(83,6)
Émission de titres d'emprunt à long terme (note 7)	853,7	—	854,8	—
Remboursement sur la dette à long terme et de passifs résultant de contrats de location-financement (note 7)	(305,2)	(458,6)	(310,8)	(462,7)
Paiement des coûts de transaction liés à la dette à long terme	(5,4)	(0,3)	(7,3)	(0,7)
	480,4	(380,3)	490,5	(393,5)
Rachat d'actions	(107,8)	(72,8)	(156,4)	(103,6)
Variation des dépôts	(20,4)	(95,0)	(27,3)	(86,5)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	309,0	(585,7)	202,5	(659,1)
Flux de trésorerie générés (utilisés) au cours de la période	784,1	(258,0)	417,8	(335,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, au début	281,5	497,1	647,8	574,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, à la fin (note 14)	1 065,6 \$	239,1 \$	1 065,6 \$	239,1 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Total du cumul des autres éléments du résultat global					Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures de flux de trésorerie	Variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Total du cumul des autres éléments du résultat global				
(en millions de dollars canadiens)	(note 18)	(note 18)				(note 18)			
Solde au 3 janvier 2015	695,5 \$	2,9 \$	81,8 \$	0,2 \$	82,0 \$	4 075,1 \$	4 855,5 \$	775,3 \$	5 630,8 \$
Total du bénéfice (de la perte) global(e)									
Bénéfice net						234,5	234,5	40,0	274,5
Autres éléments du résultat global			22,7	(0,1)	22,6		22,6	0,4	23,0
Total du bénéfice (de la perte) global(e)	—	—	22,7	(0,1)	22,6	234,5	257,1	40,4	297,5
Apports des/distributions aux propriétaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	3,8						3,8		3,8
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(164,4)						(164,4)		(164,4)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	152,7					(152,7)	—		—
Dividendes						(80,5)	(80,5)		(80,5)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction								0,9	0,9
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle								(27,9)	(27,9)
Total des apports et des distributions	(7,9)	—	—	—	—	(233,2)	(241,1)	(27,0)	(268,1)
Solde au 4 juillet 2015	687,6 \$	2,9 \$	104,5 \$	0,1 \$	104,6 \$	4 076,4 \$	4 871,5 \$	788,7 \$	5 660,2 \$

	Total du cumul des autres éléments du résultat global					Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures de flux de trésorerie	Variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Total du cumul des autres éléments du résultat global				
(en millions de dollars canadiens)	(note 18)	(note 18)				(note 18)			
Solde au 28 décembre 2013	712,9 \$	2,4 \$	47,0 \$	0,4 \$	47,4 \$	4 404,6 \$	5 167,3 \$	282,6 \$	5 449,9 \$
Total du bénéfice (de la perte) global(e)									
Bénéfice net						240,5	240,5	14,0	254,5
Autres éléments du résultat global			(54,5)	(0,1)	(54,6)		(54,6)	—	(54,6)
Total du bénéfice (de la perte) global(e)	—	—	(54,5)	(0,1)	(54,6)	240,5	185,9	14,0	199,9
Apports des/distributions aux propriétaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	3,2						3,2		3,2
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(113,4)						(113,4)		(113,4)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	103,0					(103,0)	—		—
Dividendes						(74,4)	(74,4)		(74,4)
Surplus d'apport résultant de la vente d'immeubles à CT REIT		0,3					0,3		0,3
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction								1,0	1,0
Distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle								(9,9)	(9,9)
Total des apports et des distributions	(7,2)	0,3	—	—	—	(177,4)	(184,3)	(8,9)	(193,2)
Solde au 28 juin 2014	705,7 \$	2,7 \$	(7,5) \$	0,3 \$	(7,2) \$	4 467,7 \$	5 168,9 \$	287,7 \$	5 456,6 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180 Yonge Street, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des services financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter.

Étant donné la nature saisonnière de certaines marchandises ainsi que le calendrier de mise en œuvre des programmes de marketing au sein des activités de détail, le quatrième trimestre génère habituellement le plus important apport aux produits et au bénéfice et le premier trimestre, l'apport le moins important.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). La Société a préparé ces états financiers intermédiaires pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015 (et les résultats comparatifs pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 28 juin 2014) selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels qui figurent dans le Rapport annuel 2014 de la Société. Ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites dans la note 3 des états financiers consolidés annuels figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 13 août 2015.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les actifs financiers disponibles à la vente;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actuelle.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Toute l'information financière est présentée en millions, sauf les montants par action.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels
- les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes constatés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de s'assurer qu'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

La note 2 des états financiers consolidés annuels du Rapport annuel 2014 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers intermédiaires pourrait être importante de l'avis de la Société.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées et elles devraient avoir une incidence sur la Société, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 2 janvier 2016 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui rassemble les phases de classement et d'évaluation, de perte de valeur et de comptabilité de couverture du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »).

Classement et évaluation – Les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Les passifs financiers sont classés de façon semblable aux termes d'IAS 39, sauf que dans le cas des passifs financiers évalués à la juste valeur, les variations de la juste valeur découlant des modifications relatives au risque de crédit de l'entité sont présentées dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat net, à moins que cela n'entraîne une non-concordance comptable.

Perte de valeur – L'évaluation de la perte de valeur des actifs financiers est fondée sur un modèle des pertes sur créances attendues. Il n'est plus nécessaire qu'un événement déclencheur se produise avant de comptabiliser les pertes sur créances. IFRS 9 prévoit également de nouvelles obligations d'information concernant les pertes sur créances attendues et le risque de crédit.

Comptabilité de couverture – Le nouveau modèle harmonise la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques entreprises par des entités pour couvrir leur exposition aux risques financiers et non financiers, en prévoyant plus d'occasions d'appliquer la comptabilité de couverture afin de tenir compte des activités de gestion des risques réelles.

IFRS 9 doit être appliquée de façon rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence potentielle de cette norme.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle* (« IFRIC 13 »), ainsi que diverses autres interprétations liées aux produits. IFRS 15 prévoit un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats compris dans le champ d'application des normes sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. IFRS 15 comporte également des obligations d'information améliorées. IFRS 15 doit être appliquée de façon rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence potentielle de cette norme.

Initiative concernant les informations à fournir

En décembre 2014, l'IASB a publié *Initiative concernant les informations à fournir (modifications d'IAS 1)* dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir de l'IASB. Ces modifications encouragent les entités à avoir recours au jugement professionnel à l'égard des informations à fournir et de la présentation dans leurs états financiers. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

Le capital peut être défini de différentes façons selon l'entité, le secteur d'activité et l'objectif visé. La définition du capital de la Société est la même que celle donnée à la note 4 des états financiers consolidés annuels figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société, laquelle inclut la dette de Glacier Credit Card Trust (« Glacier »), mais exclut la dette de Franchise Trust.

La Société gère sa structure du capital de manière à conserver une notation du crédit de qualité supérieure accordée par deux agences de notation. La direction calcule ses ratios afin de simuler la méthode employée par les agences de notation du crédit et d'autres intervenants du marché sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces ratios en fonction des fourchettes cibles.

Au 4 juillet 2015, la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives clés liées à ses ententes d'emprunt existantes. En vertu de ces dernières, la Société dispose actuellement d'une souplesse suffisante pour financer la croissance des activités et maintenir ou modifier les taux des dividendes dans le cadre de la politique actuelle sur les dividendes. La Société s'est conformée à toutes les lignes directrices réglementaires concernant le capital établies par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada et à son processus interne d'évaluation de la suffisance du capital, utilisé pour atteindre ses objectifs se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire, une banque à charte fédérale.

4. Liquidités et financement

Glacier a déposé un prospectus préalable de base simplifié le 31 mars 2015 permettant l'émission de billets à terme pour un montant pouvant atteindre 1,5 milliard de dollars au cours des 25 mois suivants. De plus, le 5 mars 2015, CT Real Estate Investment Trust (« CT REIT ») a déposé un prospectus préalable de base qui lui permet d'accéder à un capital maximal de 1,5 milliard de dollars au moyen de titres d'emprunt et de capitaux propres.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, CT REIT et Services Financiers. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités du secteur Détail sont composées des catégories Au foyer, Au jeu, À l'atelier, Au volant et Articles saisonniers, ainsi que des vêtements et des articles de sport. Les activités de détail sont menées par l'entremise de nombreuses bannières, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource et diverses bannières de FGL Sports. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts aux marchands), programme de financement établi pour procurer aux marchands un moyen efficace et économique d'accéder à la majeure partie des fonds dont ils ont besoin pour l'exploitation de leurs magasins. Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous la bannière Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un complexe commercial à usage mixte et de deux centres de distribution.
- Les Services Financiers proposent une gamme de cartes de crédit de marque Canadian Tire, y compris la carte MasterCard Options de Canadian Tire, la carte MasterCard Advantage Remise, la carte MasterCard Advantage Essence et la carte MasterCard Sport Chek. Les Services Financiers fournissent également des produits d'assurance et de garantie et traitent les transactions par carte de crédit dans les magasins exploités par des marchands associés Canadian Tire et les postes d'essence de la Division pétrolière. Les Services Financiers comprennent la Banque Canadian Tire, une institution financière réglementée en vertu des lois fédérales qui gère et finance les portefeuilles de cartes MasterCard, de cartes Visa et de cartes personnelles des clients de la Société, de même qu'un ensemble de portefeuilles existants de prêts personnels et de marges de crédit de marque Canadian Tire. La Banque offre et commercialise également des dépôts dans des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé et des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI »), ainsi que des certificats de placement garanti, directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent également Glacier, un programme de financement établi dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. Glacier émet des titres de créance au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports de gestion internes examinés par le principal décideur opérationnel de la Société. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs.

Les tableaux suivants détaillent les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 13 semaines closes									
	le 4 juillet 2015					le 28 juin 2014				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	2 953,4 \$	3,9 \$	273,1 \$	27,3 \$	3 257,7 \$	2 878,8 \$	2,3 \$	263,2 \$	21,8 \$	3 166,1 \$
Produits intersociétés	1,3	89,4	3,6	(94,3)	—	0,7	81,1	4,5	(86,3)	—
Total des produits	2 954,7	93,3	276,7	(67,0)	3 257,7	2 879,5	83,4	267,7	(64,5)	3 166,1
Coûts des activités génératrices de produits	2 111,0	—	108,1	(13,1)	2 206,0	2 071,2	—	95,7	(13,7)	2 153,2
Marge brute	843,7	93,3	168,6	(53,9)	1 051,7	808,3	83,4	172,0	(50,8)	1 012,9
Autres (produits) charges	(35,8)	—	(0,2)	26,0	(10,0)	(42,5)	—	0,1	24,3	(18,1)
Frais de vente, généraux et administratifs	737,1	23,8	71,3	(49,9)	782,3	691,1	20,2	81,8	(48,8)	744,3
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(10,4)	21,4	(0,2)	11,9	22,7	10,1	20,3	(2,2)	11,8	40,0
(Profit) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	(9,2)	—	9,2	—	—	(2,8)	—	2,8	—
Bénéfice avant impôt	152,8 \$	57,3 \$	97,7 \$	(51,1) \$	256,7 \$	149,6 \$	45,7 \$	92,3 \$	(40,9) \$	246,7 \$
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	87,9 \$	— \$	1,5 \$	15,6 \$	105,0 \$	71,8 \$	— \$	2,2 \$	13,9 \$	87,9 \$
Produits d'intérêts	26,4	0,1	210,7	(20,9)	216,3	30,0	0,1	193,9	(25,9)	198,1
Charges d'intérêts	12,7	21,5	26,7	(21,0)	39,9	36,5	20,4	28,3	(26,1)	59,1

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 26 semaines closes									
	le 4 juillet 2015					le 28 juin 2014				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	5 159,3 \$	7,9 \$	554,7 \$	50,7 \$	5 772,6 \$	5 169,8 \$	4,7 \$	524,2 \$	40,5 \$	5 739,2 \$
Produits intersociétés	2,7	177,8	6,5	(187,0)	—	2,8	161,4	8,1	(172,3)	—
Total des produits	5 162,0	185,7	561,2	(136,3)	5 772,6	5 172,6	166,1	532,3	(131,8)	5 739,2
Coûts des activités génératrices de produits	3 641,3	—	223,6	(26,1)	3 838,8	3 708,0	—	209,9	(26,9)	3 891,0
Marge brute	1 520,7	185,7	337,6	(110,2)	1 933,8	1 464,6	166,1	322,4	(104,9)	1 848,2
Autres (produits) charges	(69,3)	—	1,0	51,5	(16,8)	(65,5)	—	0,3	48,6	(16,6)
Frais de vente, généraux et administratifs	1 436,9	47,8	138,8	(100,2)	1 523,3	1 359,1	40,0	151,8	(100,5)	1 450,4
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(19,4)	42,9	(0,8)	23,6	46,3	4,8	40,5	(4,2)	23,0	64,1
(Profit) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	(17,8)	—	17,8	—	—	(129,8)	—	129,8	—
Bénéfice avant impôt	172,5 \$	112,8 \$	198,6 \$	(102,9) \$	381,0 \$	166,2 \$	215,4 \$	174,5 \$	(205,8) \$	350,3 \$
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	166,2 \$	— \$	3,4 \$	32,8 \$	202,4 \$	140,9 \$	— \$	4,2 \$	27,5 \$	172,6 \$
Produits d'intérêts	53,6	0,1	426,3	(42,7)	437,3	59,0	0,3	389,5	(49,7)	399,1
Charges d'intérêts	27,5	43,0	53,4	(43,0)	80,9	56,6	40,8	56,4	(50,1)	103,7

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les produits financiers et les charges financières;
- le reclassement de certains produits et de certaines charges d'exploitation afin de tenir compte de la comptabilisation des programmes de fidélisation conformément à IFRIC 13 pour ce qui est des programmes de prime en « Argent » Canadian Tire de la Société;
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les loyers intersociétés, les frais de gestion immobilière et les frais de traitement des transactions par carte de crédit.

Les tableaux suivants détaillent les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 13 semaines closes							
	le 4 juillet 2015				le 28 juin 2014			
	Détail ²	CT REIT	Services		Détail	CT REIT	Services	
Financiers			Total	Financiers			Total	
Dépenses d'investissement ¹	141,0 \$	18,0 \$	2,5 \$	161,5 \$	128,3 \$	1,5 \$	2,3 \$	132,1 \$

¹ Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels.

² Les dépenses d'investissement du secteur Détail comprennent un montant de 17,7 millions de dollars lié à l'acquisition de 12 contrats de location d'immeubles auparavant détenus par Target Canada au cours de la période de 13 semaines close le 4 juillet 2015, et elles sont principalement comptabilisées à titre de créances à long terme et autres actifs dans les bilans consolidés résumés.

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 26 semaines closes							
	le 4 juillet 2015				le 28 juin 2014			
	Détail ²	CT REIT	Services		Détail	CT REIT	Services	
Financiers			Total	Financiers			Total	
Dépenses d'investissement ¹	242,5 \$	32,7 \$	3,7 \$	278,9 \$	193,9 \$	7,3 \$	4,9 \$	206,1 \$

¹ Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels.

² Les dépenses d'investissement du secteur Détail comprennent un montant de 17,7 millions de dollars lié à l'acquisition de 12 contrats de location d'immeubles auparavant détenus par Target Canada au cours de la période de 26 semaines close le 4 juillet 2015, et elles sont principalement comptabilisées à titre de créances à long terme et autres actifs dans les bilans consolidés résumés.

Le tableau suivant détaille le total des actifs par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	4 juillet 2015	28 juin 2014	3 janvier 2015
Détail	10 704,1 \$	10 332,6 \$	11 066,5 \$
CT REIT	4 291,2	3 842,2	4 017,4
Services Financiers	5 778,0	5 475,5	5 553,6
Éliminations et ajustements	(5 881,5)	(6 617,1)	(6 084,3)
Total de l'actif ¹	14 891,8 \$	13 033,2 \$	14 553,2 \$

¹ La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total des passifs par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	4 juillet 2015	28 juin 2014	3 janvier 2015
Détail	3 669,5 \$	4 173,0 \$	4 137,1 \$
CT REIT	2 137,3	1 884,5	2 015,3
Services Financiers	4 788,2	4 374,8	4 576,3
Éliminations et ajustements	(1 363,4)	(2 855,7)	(1 806,3)
Total du passif ¹	9 231,6 \$	7 576,6 \$	8 922,4 \$

¹ La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- CT REIT utilise la juste valeur pour ses immeubles de placement. L'ajustement effectué pour passer au modèle du coût de la Société est compris dans les éliminations et les ajustements;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹			Solde moyen ¹	
	4 juillet 2015	28 juin 2014	3 janvier 2015	4 juillet 2015	28 juin 2014
Créances sur cartes de crédit	4 750,7 \$	4 632,7 \$	4 862,9 \$	4 723,2 \$	4 458,0 \$
Prêts au titre des marges de crédit	5,1	5,9	5,5	5,3	6,2
Prêts personnels ²	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2
Total des créances sur prêts des Services Financiers	4 756,1 \$	4 638,8 \$	4 868,7 \$	4 728,8 \$	4 464,4 \$
Prêts aux marchands ³	635,6	600,3	604,4		
Autres prêts	5,2	5,8	5,5		
Total des créances sur prêts	5 396,9	5 244,9	5 478,6		
Moins : tranche à long terme ⁴	618,9	581,4	573,1		
Tranche à court terme des créances sur prêts	4 778,0 \$	4 663,5 \$	4 905,5 \$		

¹ Les montants sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances.

² Les prêts personnels sont des prêts non garantis qui sont accordés aux titulaires de cartes de crédit admissibles pour des durées de un an à cinq ans. Les prêts personnels prévoient des mensualités fixes composées du capital et des intérêts. Les prêts personnels peuvent toutefois être remboursés en tout temps sans pénalité.

³ Prêts aux marchands émis par Franchise Trust.

⁴ La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 614,4 millions de dollars (576,2 millions au 28 juin 2014 et 568,2 millions au 3 janvier 2015).

La perte de valeur brute des créances sur prêts pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015 s'est chiffrée à 85 millions de dollars (69,6 millions en 2014) et à 178,2 millions (160,5 millions en 2014), respectivement. Les recouvrements de créances irrécouvrables pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015 se sont chiffrés à 15,9 millions de dollars (15,1 millions en 2014) et à 32 millions (28,6 millions en 2014), respectivement.

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015, le montant de trésorerie reçu découlant des intérêts sur cartes de crédit et sur prêts s'est élevé à 195,9 millions de dollars (175,7 millions en 2014) et à 392,6 millions (358,8 millions en 2014), respectivement.

7. Dette à long terme

Le 1^{er} juin 2015, la Société a remboursé des billets à moyen terme pour un montant de 300 millions de dollars qui portaient intérêt à 4,95 pour cent par année.

Le 9 juin 2015, CT REIT a émis des débentures non garanties de premier rang en deux séries, pour un montant en capital total de 350 millions de dollars dans le cadre du prospectus préalable de base simplifié de CT REIT daté du 5 mars 2015 (veuillez vous reporter à la note 4). L'émission de débentures comprenait des débentures non garanties de premier rang de série A pour un montant en capital de 150 millions de dollars d'une durée de sept ans avec un taux d'intérêt nominal de 2,85 pour cent par année, et des débentures non garanties de premier rang de série B pour un montant en capital de 200 millions d'une durée de dix ans avec un taux d'intérêt nominal de 3,53 pour cent par année.

Le 25 juin 2015, dans le cadre du prospectus préalable de base simplifié daté du 31 mars 2015 (veuillez vous reporter à la note 4), Glacier a émis des billets à terme de série 2015-1 pour un montant de 500 millions de dollars, dont la date de remboursement prévue est le 20 septembre 2020, constitués de billets de premier rang pour un montant en capital de 465 millions portant intérêt à 2,24 pour cent par année et des billets subordonnés pour un montant en capital de 35 millions portant intérêt à 3,24 pour cent par année.

8. Capital social

(en millions de dollars canadiens)	4 juillet 2015	28 juin 2014 (note 18)	3 janvier 2015
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (3 423 366 au 28 juin 2014; 3 423 366 au 3 janvier 2015)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
72 803 253 actions de catégorie A sans droit de vote (75 482 607 au 28 juin 2014; 74 023 208 au 3 janvier 2015)	687,4	705,5	695,3
	687,6 \$	705,7 \$	695,5 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours de 2015 et de 2014, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Les rachats d'actions sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues en 2015 et en 2014.

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 26 semaines closes			
	le 4 juillet 2015		le 28 juin 2014 (note 18)	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	74 023 208	695,3 \$	76 560 851	712,7 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	29 345	3,8	31 775	3,2
Rachetées ¹	(1 249 300)	(164,4)	(1 110 019)	(113,4)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen	—	152,7	—	103,0
Actions en circulation à la fin	72 803 253	687,4 \$	75 482 607	705,5 \$

¹ Les actions rachetées ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

Au 4 juillet 2015, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 40,1 millions de dollars (39,5 millions en 2014) au taux de 0,525 \$ par action (0,50 \$ par action en 2014).

Le 13 août 2015, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende de 0,525 \$ par action payable le 1^{er} décembre 2015 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 octobre 2015.

9. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 26 semaines close le 4 juillet 2015, la Société a attribué les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué à certains employés 387 234 options sur actions. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à un prix d'exercice de 129,14 \$.

Régimes d'unités d'actions au rendement et de parts au rendement

La Société a attribué à certains de ses employés des unités d'actions au rendement. Pour chaque unité d'actions au rendement qu'il détient, le participant peut choisir de recevoir un paiement en espèces équivalant au cours moyen pondéré des actions de catégorie A sans droit de vote de la Société négociées à la Bourse de Toronto pendant une période de dix jours civils commençant le jour ouvrable suivant la fin de la période de rendement, multiplié par un facteur établi selon des critères précis axés sur le rendement aux termes du régime d'unités d'actions au rendement. La période de rendement de chaque attribution d'unités d'actions au rendement a une durée d'environ trois ans à compter de la date d'émission.

CT REIT a attribué des parts au rendement à ses dirigeants. Chaque part au rendement accorde aux dirigeants le droit à un paiement en espèces équivalant au cours moyen pondéré des parts de CT REIT négociées à la Bourse de Toronto pendant une période de dix jours civils commençant le jour ouvrable suivant la fin de la période de rendement, multiplié par un facteur établi selon des critères précis axés sur le rendement aux termes du régime de parts au rendement. La période de rendement de chaque attribution de parts au rendement a une durée d'environ trois ans à compter de la date d'émission.

10. Produits

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014
Vente de biens	2 847,3 \$	2 778,9 \$	4 952,8 \$	4 970,3 \$
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	212,8	193,5	430,1	388,9
Redevances et droits de licence	92,4	87,7	183,6	175,7
Services rendus	90,7	94,0	176,3	179,9
Produits locatifs	14,5	12,0	29,8	24,4
	3 257,7 \$	3 166,1 \$	5 772,6 \$	5 739,2 \$

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

11. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014
Coûts des ventes de stocks ¹	2 110,7 \$	2 070,5 \$	3 641,4 \$	3 707,1 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	68,0	53,4	143,8	129,2
Charges financières sur les dépôts	13,7	14,5	27,4	29,4
Autres	13,6	14,8	26,2	25,3
	2 206,0 \$	2 153,2 \$	3 838,8 \$	3 891,0 \$

¹ Les coûts des ventes de stocks comprennent l'amortissement des immobilisations corporelles de 2,2 millions de dollars (3,2 millions en 2014) et de 4,4 millions (3,2 millions en 2014) pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015, respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 7,8 millions de dollars (3,2 millions en 2014) et à 18,6 millions (19,0 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours de périodes antérieures et reprises au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015 s'élevaient à 2,5 millions de dollars (6,2 millions en 2014) et à 2,9 millions (7,8 millions en 2014), respectivement. Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

12. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014
Charges liées au personnel	289,0 \$	271,8 \$	569,8 \$	538,1 \$
Occupation	162,4	154,7	328,7	311,0
Marketing et publicité	96,7	93,6	172,8	169,4
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ¹	75,9	63,8	145,4	126,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	26,9	20,9	52,6	42,5
Autres	131,4	139,5	254,0	262,5
	782,3 \$	744,3 \$	1 523,3 \$	1 450,4 \$

¹ Veuillez vous reporter à la note 11 pour l'amortissement comptabilisé dans les coûts des activités génératrices de produits.

13. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014
(Produits) financiers	(3,5) \$	(4,6) \$	(7,2) \$	(10,2) \$
Charges financières	26,2	44,6	53,5	74,3
	22,7 \$	40,0 \$	46,3 \$	64,1 \$

14. Notes aux tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	4 juillet 2015	28 juin 2014	3 janvier 2015
Trésorerie	145,1 \$	73,1 \$	134,5 \$
Équivalents de trésorerie	922,3	231,8	521,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	8,7	2,9	6,6
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ²	1 076,1	307,8	662,1
Dette bancaire	(10,5)	(68,7)	(14,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	1 065,6 \$	239,1 \$	647,8 \$

¹ Relatifs à Glacier et soumis à restrictions en vue des remboursements aux porteurs de billets et du paiement d'autres frais de financement.

² Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Les variations du fonds de roulement d'exploitation et autres se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 26 semaines closes	
	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014	le 4 juillet 2015	le 28 juin 2014
Variation du fonds de roulement d'exploitation				
Créances clients et autres débiteurs	393,5 \$	252,3 \$	279,8 \$	189,2 \$
Stocks de marchandises	136,0	134,9	(149,4)	(70,7)
Impôt sur le résultat	0,6	(0,3)	0,3	(1,7)
Charges payées d'avance et dépôts	(11,9)	(9,8)	(58,1)	(25,9)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(134,3)	(93,1)	(199,8)	(122,2)
Total	383,9	284,0	(127,2)	(31,3)
Variation des autres éléments				
Provisions	(3,9)	(0,8)	4,4	(0,2)
Provisions à long terme	(1,5)	0,3	(1,1)	(0,5)
Autres passifs à long terme	6,2	3,2	6,4	4,4
Total	0,8	2,7	9,7	3,7
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	384,7 \$	286,7 \$	(117,5) \$	(27,6) \$

Engagements en capital

Au 4 juillet 2015, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 143,3 millions de dollars (58,5 millions en 2014).

15. Instruments financiers

15.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes suivantes.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, de la dette bancaire, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres de capitaux propres ou d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des actifs financiers disponibles à la vente qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation. La juste valeur des prêts et créances et des placements détenus jusqu'à leur échéance est déterminée seulement aux fins de la présentation des informations à fournir.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'échéance du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est basée sur les confirmations de la contrepartie dont la vraisemblance est vérifiée en actualisant les flux de trésorerie estimatifs futurs en fonction des modalités et de l'échéance de chaque contrat au moyen des taux d'intérêt du marché pour un instrument similaire à la date d'évaluation.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

L'évaluation à la juste valeur de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, comme il est décrit à la note 35.4 des états financiers consolidés annuels figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés en fonction des bénéfices normalisés attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Veuillez vous reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 35 des états financiers annuels consolidés figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

Il n'y a eu aucune variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015.

15.2 Évaluation à la juste valeur de la dette et des dépôts

Le tableau suivant présente la juste valeur de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	4 juillet 2015		28 juin 2014		3 janvier 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Passifs comptabilisés au coût amorti						
Dette	3 261,7 \$	3 451,5 \$	2 159,7 \$	2 302,8 \$	2 719,1 \$	2 900,8 \$
Dépôts	2 211,4 \$	2 237,5 \$	2 245,7 \$	2 261,8 \$	2 236,9 \$	2 255,4 \$

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction, qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la diminution des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

15.3 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise la hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		4 juillet 2015		28 juin 2014		3 janvier 2015	
Poste du bilan	Catégorie	Niveau		Niveau		Niveau	
Placements à court terme	Juste valeur par le biais du résultat net	2	25,0 \$	2	— \$	2	115,1 \$
Placements à court terme	Disponibles à la vente	2	183,8	2	189,9	2	174,0
Placements à long terme	Disponibles à la vente	2	165,8	2	65,4	2	176,0
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	35,4	2	5,0	2	15,1
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	153,0	2	25,3	2	128,3
Créances à long terme et autres actifs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	43,2	2	30,6	2	58,3
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	10,4	s.o.	—	s.o.	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	—	2	0,6	2	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	0,7	2	22,5	2	—
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	517,0	s.o.	—	3	517,0
Autres passifs à long terme	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	—	2	1,4	2	—
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	—	2	6,8	2	—

¹ Comprend les dérivés classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Aucun transfert n'a été effectué entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 4 juillet 2015.

16. Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire. La Société a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

17. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement aux vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées à la note 18 des états financiers consolidés annuels figurant dans le Rapport annuel 2014 de la Société.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a établi des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

18. Chiffres correspondants

Flux de trésorerie

Certains chiffres de la période correspondante de l'exercice précédent figurant aux tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie ont été reclassés afin de refléter le point de vue de la direction à l'égard des activités de la Société.

Capital social

Au cours du trimestre clos le 27 septembre 2014, la Société a changé sa méthode comptable relative aux rachats d'actions de façon à ce que l'information des états financiers soit plus fiable et pertinente. Selon cette nouvelle méthode comptable, les rachats d'actions sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués. Auparavant, les rachats d'actions étaient portés en réduction du capital social. En raison de ce changement de méthode comptable, les capitaux propres au 28 juin 2014 et au 28 décembre 2013 ont été retraités de la façon suivante :

(en millions de dollars canadiens)	Augmentation (diminution)	
	28 juin 2014	28 décembre 2013
Capital social	229,6 \$	125,9 \$
Surplus d'apport	(4,5)	(3,8)
Bénéfices non distribués	(225,1)	(122,1)